

No. 29110

UNIVERSAL POSTAL UNION

**Postal Parcels Agreement (with final protocol). Concluded at
Washington on 14 December 1989**

Authentic text: French.

*Registered by the Director-General of the International Bureau of the Uni-
versal Postal Union on 4 September 1992.*

UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Arrangement concernant les colis postaux (avec protocole
final). Concln à Washington le 14 décembre 1989**

Texte authentique : français.

*Enregistré par le Directeur général du Bureau international de l'Union
postale universelle le 4 septembre 1992.*

Arrangement concernant les colis postaux

Table des matières

Dispositions préliminaires

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Colis postaux
3. Exploitation du service par les entreprises de transport
4. Catégories de colis
5. Coupures de poids
6. **Objectifs en matière de qualité du service**

Titre I

Taxes et droits

7. Composition des taxes et des droits

Chapitre I

Taxes principales et surtaxes aériennes

8. Taxes principales
9. Surtaxes aériennes

Chapitre II

Taxes supplémentaires et droits

Section I

Taxes visant certaines catégories de colis

10. Colis exprès
11. Colis francs de taxes et de droits
12. Colis avec valeur déclarée
13. Colis fragiles. Colis encombrants

Section II

Taxes et droits visant toutes les catégories de colis

- 14. Taxes supplémentaires
- 15. Tarif
- 16. Droits

Chapitre III

Franchises postales

- 17. Colis de service
- 18. Colis de prisonniers de guerre et d'internés civils

Titre II

Exécution du service

Chapitre I

Conditions d'admission

Section I

Conditions générales d'admission

- 19. Conditions d'acceptation
- 20. Interdictions
- 21. Limites de dimensions
- 22. Traitement des colis acceptés à tort
- 23. Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

Section II

Conditions particulières d'admission

- 24. Colis avec valeur déclarée
- 25. Colis francs de taxes et de droits

Chapitre II

Conditions de livraison et de réexpédition

Section I

Livraison

- 26. Règles générales de livraison. Délais de garde
- 27. Livraison des colis exprès

28. Avis de réception
29. Non-livraison au destinataire
30. Renvoi à l'expéditeur des colis non livrés
31. Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré

Section II

Réexpédition

32. Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification **ou de correction** d'adresse
33. Colis parvenus en fausse direction et à réexpédier
34. Renvoi à l'expéditeur des colis acceptés à tort
35. Renvoi à l'expéditeur par suite de suspension de service

Chapitre III

Dispositions particulières

36. Inobservation par une Administration des instructions données
37. Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre
38. Retrait. Modification ou correction d'adresse
39. Réclamations

Titre III

Responsabilité

40. Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales
41. Non-responsabilité des Administrations postales
42. Responsabilité de l'expéditeur
43. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales
44. Paiement de l'indemnité
45. Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement
46. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

Titre IV

Quotes-parts revenant aux Administrations. Attribution des quotes-parts

Chapitre I

Quotes-parts

47. Quote-part territoriale de départ et d'arrivée
46. Quote-part territoriale de transit
49. Quote-part maritime
50. Réduction ou majoration de la quote-part maritime
51. Application de nouvelles quotes-parts à la suite de modifications imprévisibles d'acheminement

- 52. Taux de base et calcul des frais de transport aérien
- 53. Frais de transport aérien des colis-avion perdus ou détruits

Chapitre II

Attribution des quotes-parts

- 54. Principe général
- 55. Colis de service. Colis de prisonniers de guerre et d'internés civils

Titre V

Dispositions diverses

- 56. Application de la Convention
- 57. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution
- 58. Colis à destination ou en provenance de pays ne participant pas à l'Arrangement

Titre VI

Dispositions finales

- 59. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

- Art.
- I. Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles
 - II. Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles
 - III. Distance moyenne pondérée de transport des colis en transit
 - IV. Quotes-parts maritimes
 - V. Etablissement des quotes-parts moyennes
 - VI. Quotes-parts supplémentaires
 - VII. Tarifs spéciaux
 - VIII. Taxes supplémentaires
 - IX. Traitement des colis admis à tort
 - X. Retrait. Modification ou correction d'adresse
 - XI. Interdictions
 - XII. Exceptions au principe de la responsabilité
 - XIII. Dédommagement
 - XIV. Paiement de l'indemnité
 - XV. Non-responsabilité de l'Administration postale
 - XVI. Avis de réception

Arrangement¹ concernant les colis postaux

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964² ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:

Dispositions préliminaires

Article premier

Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit l'échange des colis postaux entre les pays contractants.

Article 2

Colis postaux

1. Des envois dénommés «colis postaux» dont le poids unitaire ne peut dépasser 20 kilogrammes peuvent être échangés soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays. **Sur la base d'accords bilatéraux, les Administrations peuvent échanger des colis postaux excédant 20 kilogrammes.**

¹ Mis à exécution* le 1^{er} janvier 1991, conformément à l'article 59. Les signatures définitives avaient été apposées ou les instruments de ratification ou d'approbation avaient été déposés auprès du Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle comme suit :

<i>Etat</i>	<i>Date de la signature définitive (s) ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'approbation (A)</i>
Belgique	20 décembre 1990
Bénin	14 décembre 1989 s
Danemark	14 décembre 1989 s
Etats-Unis d'Amérique	21 décembre 1990
(Pour les Etats-Unis d'Amérique et tous les territoires dont ils assument les relations internationales.)	
Japon	27 décembre 1990 A
Singapour	27 décembre 1990 A
Suède	19 décembre 1990 A
Thaïlande	20 décembre 1990 A

* Les Actes obligatoires et facultatifs de l'Union postale universelle déploient leurs effets selon un régime spécial. Ils sont mis à exécution à une date fixée par le Congrès de l'Union postale universelle. Or la plupart des Etats membres ne sont pas en mesure de ratifier les Actes avant leur mise à exécution et pourtant, ils les appliquent. Pour résoudre les litiges qui résultent de ces circonstances, le principe de la « ratification tacite » ou de l'« approbation tacite » fut admis. Il se fonde sur l'exécution effective des dispositions contenues dans les nouveaux Actes élaborés par le Congrès. Cette ratification ou approbation tacite ne remplace pas la ratification ou approbation effective. Elle n'est admise que pour assurer la continuité de l'application des Actes de l'Union postale universelle.

(Suite à la page 306)

2. L'échange des colis postaux excédant 10 kilogrammes est facultatif. Les pays qui fixent un poids inférieur à 20 kilogrammes admettent toutefois les colis qui transitent en sacs ou autres récipients clos jusqu'au poids de 20 kilogrammes. **Pour les colis d'un poids supérieur à 20 kilogrammes, l'accord des pays de transit est obligatoire.**

3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, les colis postaux relatifs au service postal et visés à l'article 17 peuvent atteindre le poids maximal de 30 kilogrammes.

(Suite de la note 1 de la page 305)

Par la suite, l'Arrangement a pris effet à l'égard des Etats suivants à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion ou d'approbation auprès du Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle :

Etat	Date du dépôt de l'instrument de ratification, d'adhésion (a) ou d'approbation (A)	
	Année	Mois
République de Corée	1991	28 janvier
Luxembourg	1991	4 février
Saint-Siège	1991	8 mars
Liban	1991	19 mars
Canada	1991 A	20 mars
Qatar	1991	22 mars
Israël	1991 A	4 avril
Indonésie	1991 A	8 mai
Jordanie	1991	24 mai
Tunisie	1991	3 juin
Suisse	1991	6 juin
République populaire démocratique de Corée	1991 a	13 juin
Liechtenstein	1991	26 juillet
Oman	1991	30 août
Saint-Kitts-et-Nevis	1991 a	27 septembre
Saint-Vincent-et-Grenadines	1991 a	28 octobre
Autriche	1991	20 novembre
Bolivie	1991	11 décembre
Chine	1991 A	17 décembre
Arabie saoudite	1991	19 décembre
Chili*	1991	27 décembre
Burkina Faso	1992	10 avril
Espagne	1992	15 juin

* Voir p. 391 du présent volume pour le texte de la déclaration faite lors de la ratification.

En outre, les notifications d'adhésion à l'Arrangement en vertu du paragraphe 5 de l'article 11 de la Constitution ont été effectuées par le Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle aux Etats suivants :

Etat	Date de la notification d'adhésion	
	Année	Mois
Lituanie (Avec effet au 10 janvier 1992.)	1992	10 janvier
Estonie	1992	30 avril
Namibie (Avec effet au 30 avril 1992.)	1992	17 juin
Lettonie (Avec effet au 17 juin 1992.)	1992	20 juillet
Croatie (Avec effet au 20 juillet 1992.)	1992	27 août
Kazakhstan (Avec effet au 27 août 1992. La République du Kazakhstan a en outre déclaré vouloir bénéficier des réserves qui lui étaient applicables jusqu'ici et qui figurent aux articles III, et IX du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux du 14 décembre 1989.)	1992	27 août
Slovénie (Avec effet au 27 août 1992.)	1992	27 août

² Nations Unis, *Recueil des Traités*, vol. 611, p. 7.

4. Dans le présent Arrangement, dans son Protocole final et dans son Règlement d'exécution¹, l'abréviation «colis» s'applique à tous les colis postaux.

Article 3

Exploitation du service par les entreprises de transport

1. Tout pays dont l'Administration postale ne se charge pas du transport des colis et qui adhère à l'Arrangement a la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

2. L'Administration postale de ce pays doit s'entendre avec les entreprises de transport pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'Arrangement, spécialement pour organiser le service d'échange. Elle leur sert d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations des autres pays contractants et avec le Bureau international

Article 4

Catégories de colis

1. Le «colis ordinaire» est celui qui n'est soumis à aucune des formalités spéciales prescrites pour les catégories qui sont définies aux paragraphes 2 et 3.

2. Est dénommé:

- a) «colis avec valeur déclarée», tout colis qui comporte une déclaration de valeur;
- b) «colis franc de taxes et de droits», tout colis pour lequel l'expéditeur demande à prendre en charge la totalité des taxes postales et des droits dont le colis peut être grevé à la livraison; cette demande peut être faite lors du dépôt; elle peut également être faite postérieurement au dépôt jusqu'au moment de la livraison au destinataire, sauf dans les pays qui ne peuvent accepter cette procédure;
- c) «colis remboursement», tout colis grevé de remboursement et visé par l'Arrangement concernant les envois contre remboursement²;
- d) «colis fragile», tout colis contenant des objets pouvant se briser facilement et dont la manipulation doit être effectuée avec un soin particulier;
- e) «colis encombrant»:
 - 1° tout colis dont les dimensions dépassent les limites fixées à l'article 21, paragraphe 1, ou celles que les Administrations peuvent fixer entre elles;
 - 2° tout colis qui, par sa forme ou sa structure, ne se prête pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui exige des précautions spéciales;
 - 3° à titre facultatif, tout colis conforme aux conditions prévues à l'article 21, paragraphe 4;
- f) «colis de service», tout colis relatif au service postal et échangé dans les conditions prévues à l'article 17;
- g) «colis de prisonniers de guerre et d'internés civils», tout colis destiné aux prisonniers et aux organismes visés à l'article 17 de la Convention³ ou expédié par eux.

3. Est appelé, selon le mode d'acheminement ou de livraison:

- a) «colis-avion», tout colis admis au transport aérien avec priorité entre deux pays;
- b) «colis exprès», tout colis qui, dès l'arrivée au bureau de destination, doit être livré à domicile par porteur spécial ou qui, dans les pays dont les Administrations n'assurent pas la livraison à domicile, donne lieu à la remise, par porteur spécial, d'un avis d'arrivée ou à la **transmission d'un avis par téléphone, télex ou par tout autre moyen de télécommunication**

¹ UPU. Documents du Congrès de Washington, 1989; Tome III, deuxième volume (Berne 1990, Bureau international de l'Union postale universelle).

² Voir p. 447 du présent volume.

³ Voir p. 181 du présent volume.

approprié; toutefois, si le domicile du destinataire est situé en dehors du rayon de distribution locale du bureau d'arrivée, la livraison par porteur spécial n'est pas obligatoire.

4. L'échange des colis «francs de taxes et de droits» et «remboursement» exige l'accord préalable des Administrations d'origine et de destination. S'agissant des colis «avec valeur déclarée», «fragiles», «encombrants», «avion» et «exprès», l'échange peut être établi sur la base des renseignements figurant dans le Recueil des colis postaux publié par le Bureau international.

Article 5

Coupages de poids

1. Les colis définis à l'article 4 comportent les coupures de poids suivantes:

	jusqu'à 1 kg
au-dessus de 1	jusqu'à 3 kg
au-dessus de 3	jusqu'à 5 kg
au-dessus de 5	jusqu'à 10 kg
au-dessus de 10	jusqu'à 15 kg
au-dessus de 15	jusqu'à 20 kg
	au-dessus de 20 kg.

2. Les pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids métrique décimal ont la faculté de substituer aux coupures de poids prévues au paragraphe 1 les équivalents suivants (en livres avoirdupois):

	jusqu'à 1 kg	jusqu'à 2 lb
au-dessus de 1	jusqu'à 3 kg	2- 7 lb
au-dessus de 3	jusqu'à 5 kg	7-11 lb
au-dessus de 5	jusqu'à 10 kg	11-22 lb
au-dessus de 10	jusqu'à 15 kg	22-33 lb
au-dessus de 15	jusqu'à 20 kg	33-44 lb
	au-dessus de 20 kg	44 lb et au-dessus.

Article 6

Objectifs en matière de qualité du service

1. Les Administrations de destination doivent fixer un délai pour le traitement des colis postaux aériens à destination de leur pays. Ce délai, augmenté du temps normalement requis pour le dédouanement, ne doit pas être moins favorable que celui appliqué aux envois comparables de leur service intérieur.

2. Les Administrations de destination doivent également, autant que possible, fixer un délai pour le traitement des colis de surface à destination de leur pays.

3. Les Administrations d'origine fixent des objectifs en matière de qualité pour les colis-avion et les colis de surface à destination de l'étranger en prenant comme point de repère les délais fixés par les Administrations de destination.

Titre I

Taxes et droits

Article 7

Composition des taxes et des droits

1. Les taxes et les droits que les Administrations sont autorisées à percevoir sur les expéditeurs et les destinataires de colis postaux sont constitués par les taxes principales définies à l'article 8 et, le cas échéant, par:

- a) les surtaxes aériennes visées à l'article 9;
- b) les taxes supplémentaires visées aux articles 10 à 15;
- c) les taxes et droits visés aux articles 30, paragraphe 3, et 32, paragraphe 6;
- d) les droits visés à l'article 16.

2. Sauf les cas prévus par le présent Arrangement, les taxes sont conservées par l'Administration qui les a perçues.

Chapitre I

Taxes principales et surtaxes aériennes

Article 8

Taxes principales

1. Les Administrations établissent les taxes principales à percevoir sur les expéditeurs.

2. Les taxes principales doivent être en relation avec les quotes-parts et, en règle générale, leur produit ne doit pas dépasser dans l'ensemble les quotes-parts que les Administrations sont autorisées à réclamer et qui sont prévues aux articles 47 à 51.

Article 9

Surtaxes aériennes

1. Les Administrations établissent les surtaxes aériennes à percevoir pour l'acheminement des colis par la voie aérienne. Elles ont la faculté d'adopter, pour la fixation des surtaxes, des échelons de poids inférieurs à la première coupure de poids.

2. Les surtaxes doivent être en relation avec les frais de transport aérien et, en règle générale, leur produit ne doit pas dépasser, dans l'ensemble, les frais de ce transport.

3. Les surtaxes doivent être uniformes pour tout le territoire d'un même pays de destination, quel que soit l'acheminement utilisé.

Chapitre II

Taxes supplémentaires et droits

Section I

Taxes visant certaines catégories de colis

Article 10

Colis exprès

1. Les colis exprès sont passibles d'une taxe supplémentaire appelée «taxe d'exprès» et dont le montant est fixé à 1,63 DTS au maximum ou au montant de la taxe applicable dans le service intérieur si elle est plus élevée. Cette taxe doit être acquittée complètement et à l'avance au moment du dépôt, même si le colis ne peut être distribué par exprès, mais seulement l'avis d'arrivée.

2. Lorsque la remise par exprès entraîne pour l'Administration de destination des sujétions spéciales en ce qui concerne soit la situation du domicile du destinataire, soit le jour ou l'heure d'arrivée au bureau de destination, la remise du colis et la perception éventuelle d'une taxe complémentaire sont réglées par les dispositions relatives aux colis de même nature du régime intérieur. Cette taxe complémentaire reste exigible même si le colis est renvoyé à l'expéditeur ou réexpédié; toutefois, dans ces cas, le montant de la reprise ne peut dépasser 1,63 DTS.

3. Si la réglementation de l'Administration de destination le permet, les destinataires peuvent demander au bureau de distribution, sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe 1, que les colis qui leur sont destinés soient livrés par exprès dès leur arrivée. Dans ce cas, l'Administration de destination est autorisée à percevoir, au moment de la distribution, une taxe de 1,63 DTS au maximum ou la taxe du service intérieur si elle est plus élevée.

Article 11

Colis francs de taxes et de droits

1. Les colis francs de taxes et de droits sont passibles d'une taxe dite «taxe pour franchise à la livraison» dont le montant est fixé à 0,98 DTS par colis au maximum. Cette taxe est perçue par l'Administration d'origine qui la garde comme rémunération pour les services fournis dans le pays d'origine.

2. Lorsque la franchise à la livraison est demandée postérieurement au dépôt du colis, une taxe additionnelle pour demande de franchise à la livraison est perçue sur l'expéditeur au moment de la présentation de la demande. Cette taxe dont le montant est fixé à 1,31 DTS au maximum est perçue par l'Administration d'origine. Si la demande doit être transmise par voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication approprié, l'expéditeur doit payer en outre la taxe correspondante.

3. L'Administration de destination est autorisée à percevoir une taxe de commission de 0,98 DTS par colis au maximum. Cette taxe est indépendante de la taxe de présentation à la douane visée à l'article 15, lettre c). Elle est perçue sur l'expéditeur au profit de l'Administration de destination.

Article 12

Colis avec valeur déclarée

1. Les colis avec valeur déclarée donnent lieu à la perception sur l'expéditeur et à l'avance des taxes ci-après:

- a) taxes autorisées dans le présent titre;

- b) à titre facultatif, taxe d'expédition ne dépassant pas la taxe de recommandation fixée à l'article 26, paragraphe 1, lettre p), de la Convention ou taxe correspondante du service intérieur si celle-ci est plus élevée ou, exceptionnellement, taxe de 3,27 DTS au maximum;
- c) taxe ordinaire d'assurance: au maximum 0,33 DTS par 65,34 DTS ou fraction de 65,34 DTS déclarés, ou 1/2 pour cent de l'échelon de valeur déclarée ou la taxe du service intérieur si elle est plus élevée.

2. En outre, est autorisée la perception, par les Administrations qui acceptent de couvrir les risques pouvant découler du cas de force majeure, d'une «taxe pour risques de force majeure» à fixer de manière que la somme totale formée par cette taxe et la taxe ordinaire d'assurance ne dépasse pas le maximum prévu au paragraphe 1, lettre c).

3. Les Administrations peuvent en outre percevoir sur les expéditeurs ou les destinataires les taxes spéciales prévues par leur législation intérieure pour les mesures exceptionnelles de sécurité prises à l'égard des colis avec valeur déclarée.

Article 13

Colis fragiles. Colis encombrants

Les colis fragiles et les colis encombrants sont passibles d'une taxe supplémentaire égale, au maximum, à 50 pour cent de la taxe principale ou à la taxe du service intérieur si elle est plus élevée. Si le colis est fragile et encombrant, la taxe supplémentaire susvisée n'est perçue qu'une seule fois. Toutefois, les surtaxes aériennes relatives à ces colis ne subissent aucune majoration.

Section II

Taxes et droits visant toutes les catégories de colis

Article 14

Taxes supplémentaires

Les Administrations sont autorisées à percevoir les taxes supplémentaires suivantes:

- a) taxe de dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;
- b) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration d'origine; en règle générale, la perception s'opère au moment du dépôt du colis;
- c) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration de destination soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement; sauf entente spéciale, la perception s'opère au moment de la livraison du colis au destinataire; toutefois, lorsqu'il s'agit de colis francs de taxes et de droits, la taxe de présentation à la douane est perçue par l'Administration d'origine au profit de l'Administration de destination;
- d) taxe d'enlèvement au domicile de l'expéditeur; cette taxe peut être perçue par l'Administration d'origine pour les colis enlevés à domicile par les soins de ses services;
- e) taxe de livraison; cette taxe peut être perçue par l'Administration de destination autant de fois que le colis est présenté à domicile; néanmoins, pour les colis exprès, elle ne peut être perçue que pour les présentations à domicile postérieures à la première;
- f) taxe de réponse à un avis de non-livraison, perçue dans les conditions fixées à l'article 29, paragraphe 2;
- g) taxe d'avis d'arrivée, perçue par l'Administration de destination, quand sa législation lui en fait obligation et quand cette Administration n'assure pas la livraison à domicile, pour tout avis (premier avis ou avis ultérieurs) éventuellement remis au domicile du destinataire, sauf pour le premier avis des colis exprès;
- h) taxe de remballage, due à l'Administration du premier des pays sur le territoire duquel un colis a dû être remballé afin d'en protéger le contenu; elle est récupérée sur le destinataire ou, le cas échéant, sur l'expéditeur;
- i) taxe de poste restante, perçue par l'Administration de destination, au moment de la livraison, sur tout colis adressé poste restante;

- j) taxe de magasinage sur tout colis qui n'a pas été retiré dans les délais prescrits, que ce colis soit adressé poste restante ou à domicile; cette taxe est perçue, par l'Administration qui effectue la livraison, au profit des Administrations dans les services desquelles le colis a été gardé au-delà des délais admis;
- k) taxe d'avis de réception, lorsque l'expéditeur demande un avis de réception conformément à l'article 28;
- l) taxe d'avis d'embarquement, perçue, dans les relations entre les pays dont les Administrations acceptent d'assurer ce service, lorsque l'expéditeur demande qu'un avis d'embarquement lui soit adressé;
- m) taxe de réclamation visée à l'article 39, paragraphe 3;
- n) taxe de demande de retrait, de modification ou de correction d'adresse;
- o) taxe pour risques de force majeure, perçue par les Administrations acceptant de couvrir les risques susceptibles de découler d'un cas de force majeure.

Article 15

Tarif

1. Le tarif des taxes supplémentaires définies à l'article 14 est fixé conformément aux indications du tableau ci-après:

Désignation de la taxe	Montant	Observations
1	2	3
a) taxe de dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets	même taxe que dans le régime intérieur	
b) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration d'origine	0,65 DTS par colis au maximum	
c) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration de destination	3,27 DTS par colis au maximum	
d) taxe d'enlèvement au domicile de l'expéditeur	même taxe que dans le régime intérieur	
e) taxe de livraison	même taxe que dans le régime intérieur	En cas de renvoi à l'expéditeur (article 30, paragraphe 3, lettre b)) ou de réexpédition (article 32, paragraphe 6, lettre c)), le montant de la reprise ne peut dépasser 0,98 DTS.
f) taxe de réponse à un avis de non-livraison	0,65 DTS au maximum	Si, à la suite de l'avis de non-livraison, de nouvelles instructions doivent être transmises par voie télégraphique, l'expéditeur ou le tiers doit payer, en outre, la taxe télégraphique.
g) taxe d'avis d'arrivée	au maximum, taxe égale à celle d'une lettre ordinaire du premier échelon de poids du régime intérieur	
h) taxe de emballage	0,33 DTS par colis au maximum	Cette taxe ne peut être appliquée qu'une fois seulement au cours du transport de bout en bout.
i) taxe de poste restante	même taxe que dans le régime intérieur	En cas de renvoi à l'expéditeur (article 30, paragraphe 3, lettre b)) ou de réexpédition (article 32, paragraphe 6, lettre c)), le montant de la reprise ne peut dépasser 0,49 DTS.
j) taxe de magasinage	même taxe que dans le régime intérieur	En cas de renvoi à l'expéditeur ou de réexpédition (articles 30, paragraphe 3, lettre b), et 32, paragraphe 6, lettre c)), le montant de la reprise ne peut dépasser 6,53 DTS.

Désignation de la taxe	Montant	Observations
1	2	3
k) taxe d'avis de réception	0,98 DTS au maximum	
l) taxe d'avis d'embarquement	0,36 DTS par colis au maximum	
m) taxe de réclamation	0,65 DTS au maximum	A cette taxe s'ajoute la taxe télégraphique ou celle de tout autre moyen de télécommunication si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication.
n) taxe de demande de retrait, de modification ou de correction d'adresse	1,31 DTS au maximum	A cette taxe s'ajoute la taxe appropriée, si la demande doit être transmise par la voie des télécommunications.
o) taxe pour risques de force majeure	a) montant prévu à l'article 12, paragraphe 2, en ce qui concerne les colis avec valeur déclarée b) 0,20 DTS par colis au maximum, en ce qui concerne les colis sans valeur déclarée	

2. Les Administrations qui perçoivent dans leur régime intérieur des taxes supplémentaires supérieures à celles qui sont fixées au paragraphe 1 sont autorisées, lorsqu'elles conservent intégralement ces dernières, à appliquer, dans le service international, les taux du régime intérieur.

Article 16

Droits

1. Les Administrations de destination sont autorisées à percevoir, sur les destinataires, tous droits, notamment les droits de douane, dont les envois sont grevés dans le pays de destination.

2. Les Administrations s'engagent à intervenir auprès des autorités compétentes de leur pays pour que les droits (parmi lesquels les droits de douane) soient annulés quand ils concernent un colis:

- a) renvoyé à l'expéditeur;
- b) réexpédié sur un tiers pays;
- c) abandonné par l'expéditeur;
- d) perdu dans leur service ou détruit pour cause d'avarie totale du contenu;
- e) spolié ou avarié dans leur service.

Dans ces cas, l'annulation des droits n'est demandée que pour la valeur du contenu manquant ou pour la dépréciation subie par le contenu.

Chapitre III

Franchises postales

Article 17

Colis de service

1. Sont exonérés de toutes taxes postales les colis relatifs au service postal et échangés entre:
 - a) les Administrations postales;
 - b) les Administrations postales et le Bureau international;

- c) les bureaux de poste des Pays-membres;
- d) les bureaux de poste et les Administrations postales.

2. Les colis-avion, à l'exception de ceux qui émanent du Bureau international, n'acquittent pas les surtaxes aériennes.

Article 18

Colis de prisonniers de guerre et d'internés civils

Les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils sont exonérés de toutes taxes en vertu de l'article 17 de la Convention. Toutefois, les colis-avion sont soumis aux surtaxes aériennes stipulées à l'article 9 du présent Arrangement.

Titre II

Exécution du service

Chapitre I

Conditions d'admission

Section I

Conditions générales d'admission

Article 19

Conditions d'acceptation

Sous réserve que le contenu ne tombe pas sous le coup des interdictions énumérées à l'article 20 ou sous celui des interdictions ou des restrictions applicables dans le territoire d'une ou de plusieurs Administrations appelées à participer au transport, tout colis, pour être admis à l'expédition, doit.

- a) appartenir à une catégorie de colis admise en application de l'article 4;
- b) avoir un emballage adapté à la nature du contenu et aux conditions du transport;
- c) porter les noms et adresses du destinataire et de l'expéditeur;
- d) répondre aux conditions de poids et de dimensions fixées par les articles 2 et 21;
- e) être affranchi de toutes taxes exigibles par le bureau d'origine au moyen de timbres-poste ou de tout autre procédé autorisé par la réglementation de l'Administration d'origine.

Article 20

Interdictions

L'insertion des objets ci-dessous est interdite:

- a) dans toutes les catégories de colis:
 - 1° les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres colis ou l'équipement postal;
 - 2° les stupéfiants et les substances psychotropes; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions effectuées dans un but médical ou scientifique pour les pays qui les admettent à cette condition;

- 3° les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ainsi que les correspondances de toute nature échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux, à l'exception:
- d'un des documents ci-après, non fermé, réduit à ses énonciations constitutives et se rapportant exclusivement aux marchandises transportées: facture, bordereau ou avis d'expédition, bon de livraison;
 - des disques phonographiques, des bandes et des fils soumis ou non à un enregistrement sonore ou visuel, des cartes mécanographiques, des bandes magnétiques ou d'autres moyens semblables et des cartes QSL lorsque l'Administration d'origine estime qu'ils ne présentent pas le caractère de correspondance actuelle et personnelle et lorsqu'ils sont échangés entre l'expéditeur et le destinataire du colis ou des personnes habitant avec eux;
 - des correspondances et des documents de toute nature ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, autres que les précédents, échangés entre l'expéditeur et le destinataire du colis ou des personnes habitant avec eux, si la réglementation intérieure des Administrations intéressées le permet;
- 4° les animaux vivants, à moins que leur transport par la poste ne soit autorisé par la réglementation postale des pays intéressés;
- 5° les matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses;
- 6° les matières radioactives. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour accepter les colis contenant ces matières soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens. En ce cas, les matières radioactives sont conditionnées et emballées selon les dispositions du Règlement et sont acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquiescement des surtaxes aériennes correspondantes. Elles ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés;
- 7° les objets obscènes ou immoraux;
- 8° les objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination;
- b) dans les colis sans valeur déclarée, échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur: les pièces de monnaie, les billets de banque, les billets de monnaie ou les valeurs quelconques au porteur, le platine, l'or ou l'argent, manufacturés ou non, les pierreries, les bijoux et autres objets précieux. Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'échange des colis entre deux Administrations admettant les colis avec valeur déclarée ne peut s'effectuer qu'en transit à découvert par l'intermédiaire d'une Administration qui ne les admet pas. Chaque Administration a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les envois avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert à travers son territoire, ou de limiter la valeur réelle de ces envois.

Article 21

Limites de dimensions

1. Sauf à être considérés comme colis encombrants par application de l'article 4, paragraphe 2, lettre e), les colis transportés par voie de surface ou par voie aérienne ne doivent pas dépasser 1,50 mètre pour l'une quelconque des dimensions ni 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur.
2. Les Administrations qui ne sont pas en mesure d'admettre, pour tous les colis ou pour les colis-avion seulement, les dimensions prévues au paragraphe 1 peuvent adopter en lieu et place les dimensions suivantes: 1,05 mètre pour l'une quelconque des dimensions, 2 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur.
3. Quel que soit leur mode de transport, les colis ne doivent pas comporter de dimensions inférieures aux dimensions minimales prévues pour les lettres à l'article 20, paragraphe 1, de la Convention.
4. Les Administrations qui admettent les dimensions fixées au paragraphe 1 ont la faculté de percevoir, pour les colis dont les dimensions dépassent les limites indiquées au paragraphe 2

mais dont le poids est inférieur à 10 kg, une taxe supplémentaire égale à celle qui est prévue à l'article 13.

Article 22

Traitement des colis acceptés à tort

1. Lorsque les colis qui contiennent les objets cités à l'article 20, lettre a), ont été acceptés à tort à l'expédition, ils doivent être traités selon la législation du pays de l'Administration qui en constate la présence; toutefois, les colis contenant les objets visés au même article, lettre a), chiffres 2°, 5° à 7°, ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'expéditeur.

2. S'il s'agit de l'insertion d'une seule correspondance non autorisée au sens de l'article 20, lettre a), chiffre 3°, cette correspondance est traitée de la manière prescrite à l'article 32 de la Convention et, pour ce motif, le colis ne peut être renvoyé à l'expéditeur.

3. Lorsqu'un colis sans valeur déclarée échangé entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur et contenant les objets cités à l'article 20, lettre b), parvient à l'Administration de destination, celle-ci est autorisée à le livrer au destinataire, aux conditions fixées par sa réglementation. Si celle-ci n'admet pas la livraison, le colis doit être renvoyé à l'expéditeur en faisant application de l'article 34.

4. Le paragraphe 3 est applicable aux colis dont le poids ou les dimensions dépassent sensiblement les limites admises; toutefois, ces colis peuvent être livrés, le cas échéant, au destinataire si celui-ci a préalablement acquitté les taxes éventuelles.

5. Lorsqu'un colis admis à tort ou une partie de son contenu ne sont ni livrés au destinataire, ni renvoyés à l'expéditeur, l'Administration d'origine doit être informée sans délai du traitement appliqué à ce colis, **au moyen d'une formule conforme au modèle C 33/CP 10bis** annexé au Règlement d'exécution du présent Arrangement. Cette information doit indiquer d'une manière précise l'interdiction sous le coup de laquelle tombe le colis ou les objets qui ont donné lieu à la saisie.

Article 23

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

1. Au moment du dépôt d'un colis, l'expéditeur est tenu d'indiquer le traitement à appliquer en cas de non-livraison.

2. Il ne peut donner que l'une des instructions suivantes:

- a) envoi d'un avis de non-livraison à lui-même;
- b) envoi d'un avis de non-livraison à un tiers domicilié dans le pays de destination;
- c) renvoi immédiat à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne;
- d) renvoi à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne, à l'expiration d'un certain délai qui ne peut dépasser le délai de garde réglementaire dans le pays de destination;
- e) livraison à un autre destinataire, au besoin après réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne (et sous réserve des particularités prévues à l'article 29, paragraphe 1, lettre c), chiffre 2°);
- f) réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne, du colis aux fins de remise au destinataire primitif;
- g) abandon du colis par l'expéditeur.

3. Les colis peuvent être renvoyés sans avis si l'expéditeur n'a pas donné d'instructions ou si celles-ci sont contradictoires.

4. Les Administrations ont la faculté de ne pas admettre les instructions visées au paragraphe 2, lettres a) et b), lorsque leur législation ou leur réglementation ne le permet pas.

Section II

Conditions particulières d'admission

Article 24

Colis avec valeur déclarée

1. Les règles suivantes régissent la déclaration de valeur des colis avec valeur déclarée:
 - a) en ce qui concerne les Administrations postales:
 - 1° faculté pour chaque Administration de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à **3266,91 DTS** ou au montant adopté dans son service intérieur s'il est inférieur à **3266,91 DTS**;
 - 2° obligation, dans les relations entre pays dont les Administrations ont adopté des limites différentes, d'observer, de part et d'autre, la limite la plus basse;
 - b) en ce qui concerne les expéditeurs:
 - 1° interdiction de déclarer une valeur dépassant la valeur réelle du contenu du colis;
 - 2° faculté de ne déclarer qu'une partie de la valeur réelle du contenu du colis.
2. Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du colis est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du pays d'origine
3. Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à tout expéditeur d'un colis avec valeur déclarée.

Article 25

Colis francs de taxes et de droits

1. Un colis franc de taxes et de droits ne peut être accepté que si l'expéditeur s'engage à payer toute somme que le bureau de destination serait en droit de réclamer au destinataire ainsi que la taxe de commission prévue à l'article 11.
2. Le bureau d'origine peut exiger le versement d'arrhes suffisantes.

Chapitre II

Conditions de livraison et de réexpédition

Section I

Livraison

Article 26

Règles générales de livraison. Délais de garde

1. D'une façon générale, les colis sont livrés aux destinataires dans le plus bref délai et conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination. Lorsque les colis ne sont pas livrés à domicile, les destinataires doivent, sauf impossibilité, être avisés sans retard de leur arrivée.
2. Tout colis dont l'arrivée a été notifiée au destinataire est gardé à sa disposition quinze jours ou, au plus, un mois à compter du lendemain de l'expédition de l'avis; ce délai peut être exceptionnellement porté à deux mois si la réglementation de l'Administration de destination le permet. Le délai de garde prévu dans ce paragraphe est renouvelé si l'expéditeur a demandé, selon l'article 29, paragraphe 1, lettres a), c), chiffre 2°, et d), que le destinataire soit avisé une nouvelle fois

3. Lorsque l'arrivée du colis n'a pu être notifiée au destinataire, le délai de garde est celui que prescrit la réglementation du pays de destination; ce délai, applicable aussi aux colis adressés poste restante, commence à courir le lendemain du jour à partir duquel le colis est tenu à la disposition du destinataire et ne peut, en règle générale, dépasser deux mois; le renvoi du colis à l'expéditeur doit avoir lieu dans un délai plus court si celui-ci l'a demandé dans une langue connue dans le pays de destination.

4. Les délais de garde prévus aux paragraphes 2 et 3 sont applicables, en cas de réexpédition, aux colis à distribuer par le nouveau bureau de destination.

Article 27

Livraison des colis exprès

1. La livraison, par porteur spécial, d'un colis exprès ou de l'avis d'arrivée n'est essayée qu'une fois.
2. Si l'essai est infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès.

Article 28

Avis de réception

L'expéditeur d'un colis peut demander un avis de réception dans les conditions fixées à l'article 55 de la Convention. Toutefois, les Administrations peuvent limiter ce service aux colis avec valeur déclarée si cette limitation est prévue dans leur régime intérieur.

Article 29

Non-livraison au destinataire

1. Après réception de l'avis de non-livraison visé à l'article 23, paragraphe 2, lettres a) et b), il incombe à l'expéditeur ou au tiers y mentionné de donner ses instructions qui peuvent uniquement être celles qu'autorise ledit article, paragraphe 2, lettres c) à g), et, en outre, l'une des suivantes:

- a) aviser une nouvelle fois le destinataire;
- b) rectifier ou compléter l'adresse;
- c) s'il s'agit d'un colis contre remboursement:
 - 1° le remettre à une personne autre que le destinataire contre remboursement de la somme indiquée;
 - 2° le remettre au destinataire primitif ou à un autre destinataire, sans remboursement ou contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive;
- d) remettre le colis franc de taxes et de droits soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire.

2. L'envoi des instructions visées au paragraphe 1 peut donner lieu à la perception, soit sur l'expéditeur, soit sur le tiers, de la taxe visée à l'article 14, lettre f); quand l'avis concerne plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, cette taxe n'est perçue qu'une fois. En cas de transmission par la voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication approprié, la taxe correspondante s'y ajoute.

3. Tant qu'elle n'a pas reçu d'instructions de l'expéditeur ou du tiers, l'Administration de destination est autorisée à livrer le colis au destinataire primitivement désigné, soit, le cas échéant, à un autre destinataire ultérieurement désigné, soit à réexpédier le colis à une nouvelle adresse. Après réception des nouvelles instructions, celles-ci seules sont valables et exécutoires.

Article 30

Renvoi à l'expéditeur des colis non livrés

1. Tout colis qui n'a pu être livré est renvoyé au pays du domicile de l'expéditeur:
 - a) immédiatement si:
 - 1° l'expéditeur l'a demandé par application de l'article 23, paragraphe 2, lettre c);
 - 2° l'expéditeur (ou le tiers visé à l'article 23, paragraphe 2, lettre b)) a formulé une demande non autorisée;
 - 3° l'expéditeur ou le tiers refuse d'acquitter la taxe autorisée par l'article 29, paragraphe 2;
 - 4° les instructions de l'expéditeur ou du tiers n'ont pas atteint le résultat voulu, que ces instructions aient été données au moment du dépôt ou après réception de l'avis de non-livraison;
 - b) immédiatement après l'expiration:
 - 1° du délai éventuellement fixé par l'expéditeur par application de l'article 23, paragraphe 2, lettre d);
 - 2° des délais de garde prévus à l'article 26, si l'expéditeur ne s'est pas conformé à l'article 23. Toutefois, dans ce cas, des instructions peuvent lui être demandées;
 - 3° d'un délai de deux mois à compter de l'expédition de l'avis de non-livraison, si le bureau qui a établi cet avis n'a pas reçu d'instructions suffisantes de l'expéditeur ou du tiers, ou si ces instructions ne sont pas parvenues à ce bureau.
2. Un colis est renvoyé par **la vole utilisée normalement pour l'expédition des dépêches**. Il ne peut être renvoyé par avion que si l'expéditeur a garanti le paiement des surtaxes aériennes.
3. Tout colis renvoyé à l'expéditeur par application du présent article est soumis:
 - a) aux quotes-parts que comporte la nouvelle transmission;
 - b) aux taxes et droits non annulés dont l'Administration de destination se trouve à découvert au moment du renvoi à l'expéditeur, sous réserve des articles 10, paragraphe 2, dernière phrase, et 15, paragraphe 1, tableau, colonne 3, lettres e), i) et j).
4. Ces quotes-parts, taxes et droits sont perçus sur l'expéditeur.
5. Les colis renvoyés à l'expéditeur et qui ne peuvent lui être livrés sont traités par l'Administration concernée selon sa propre législation.

Article 31

Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré

Si l'expéditeur a fait abandon d'un colis qui n'a pu être livré au destinataire, ce colis est traité par l'Administration de destination selon sa propre législation.

Section II

Réexpédition

Article 32

Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification ou de correction d'adresse

1. La réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification ou de correction d'adresse effectuée en application de l'article 38 peut avoir lieu soit à l'intérieur du pays de destination, soit hors de ce pays.
2. La réexpédition à l'intérieur du pays de destination peut être faite soit à la demande de l'expéditeur, soit à la demande du destinataire ou d'office si la réglementation de ce pays le permet.

3. La réexpédition hors du pays de destination ne peut être faite qu'à la demande de l'expéditeur ou du destinataire; dans ce cas, le colis doit répondre aux conditions requises pour la nouvelle transmission.

4. La réexpédition dans les conditions ci-dessus énoncées peut aussi avoir lieu par la voie aérienne si elle est demandée par l'expéditeur ou par le destinataire, à condition que le paiement des surtaxes aériennes afférentes à la nouvelle transmission soit garanti.

5. L'expéditeur peut interdire toute réexpédition.

6. Pour la première réexpédition ou pour toute réexpédition éventuelle ultérieure de chaque colis, peuvent être perçus:

- a) les taxes autorisées pour cette réexpédition par la réglementation de l'Administration intéressée, dans le cas de réexpédition à l'intérieur du pays de destination;
- b) les quotes-parts et surtaxes aériennes que comporte la nouvelle transmission, dans le cas de réexpédition hors du pays de destination;
- c) les taxes et droits dont les Administrations de destination antérieures n'acceptent pas l'annulation, sous réserve des articles 10, paragraphe 2, dernière phrase, et 15, paragraphe 1, tableau, colonne 3, lettres e), i) et j).

7. Les quotes-parts, taxes et droits mentionnés au paragraphe 6 sont perçus sur le destinataire.

Article 33

Colis parvenus en fausse direction et à réexpédier

1. Tout colis parvenu en fausse direction par suite d'une erreur imputable à l'expéditeur ou à l'Administration expéditrice est réexpédié sur sa véritable destination par la voie la plus directe utilisée par l'Administration à laquelle le colis est parvenu.

2. Tout colis-avion parvenu en fausse direction doit obligatoirement être réexpédié par la voie aérienne.

3. Tout colis réexpédié par application du présent article est assujéti aux quotes-parts que comporte la transmission sur sa véritable destination et aux taxes et droits mentionnés à l'article 32, paragraphe 6, lettre c).

4. Ces quotes-parts, taxes et droits sont repris sur l'Administration dont dépend le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction. Cette Administration les perçoit, le cas échéant, sur l'expéditeur.

Article 34

Renvoi à l'expéditeur des colis acceptés à tort

1. Tout colis accepté à tort et renvoyé à l'expéditeur est soumis aux quotes-parts, taxes et droits prévus à l'article 30, paragraphe 3.

2. Ces quotes-parts, taxes et droits sont à la charge:

- a) de l'expéditeur, si le colis a été admis à tort par suite d'une erreur de ce dernier ou s'il tombe sous le coup d'une des interdictions de l'article 20;
- b) de l'Administration responsable de l'erreur, si le colis a été admis à tort par suite d'une erreur imputable au service postal. Dans ce cas, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées.

3. Si les quotes-parts qui ont été attribuées à l'Administration qui renvoie le colis sont insuffisantes pour couvrir les quotes-parts, taxes et droits visés au paragraphe 1, les frais restant dus sont repris sur l'Administration du pays du domicile de l'expéditeur.

4. S'il y a excédent, l'Administration qui renvoie le colis restitué à l'Administration du pays du domicile de l'expéditeur le solde des quotes-parts pour remboursement à celui-ci.

Article 35

Renvoi à l'expéditeur par suite de suspension de service

Le renvoi d'un colis à l'expéditeur par suite d'une suspension de service est gratuit; les quotes-parts perçues pour le trajet de l'aller et non attribuées sont créditées à l'Administration du pays du domicile de l'expéditeur pour remboursement à celui-ci.

Chapitre III

Dispositions particulières

Article 36

Inobservation par une Administration des instructions données

1. Lorsque l'Administration de destination ou une Administration intermédiaire n'a pas observé les instructions données soit au moment du dépôt, soit postérieurement, elle est tenue de prendre à sa charge les parts de transport (aller et retour) et les autres taxes ou droits éventuels dont l'annulation n'a pas eu lieu; toutefois, les frais payés à l'aller restent à la charge de l'expéditeur si celui-ci, lors du dépôt ou postérieurement, a déclaré que, en cas de non-livraison, il faisait abandon du colis.

2. L'Administration du pays du domicile de l'expéditeur est autorisée à mettre en compte d'office les frais mentionnés au paragraphe 1 à l'Administration qui n'a pas observé les instructions données et qui, régulièrement saisie du cas, a laissé s'écouler **trois** mois à compter du jour auquel elle a été informée sans donner de solution définitive à l'affaire ou sans avoir porté à la connaissance de l'Administration du pays du domicile de l'expéditeur que l'inobservation paraissait due à un cas de force majeure ou que le colis avait été retenu, saisi ou confisqué en vertu de la réglementation intérieure du pays de destination.

Article 37

Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre

Les objets contenus dans un colis et dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit; si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

Article 38

Retrait. Modification ou correction d'adresse

1. L'expéditeur d'un colis peut, dans les conditions fixées à l'article 38 de la Convention, en demander le retour ou en faire modifier l'adresse, sous réserve de garantir le paiement des sommes exigibles pour toutes nouvelles transmissions, en vertu des articles 30, paragraphe 3, et 32, paragraphe 6.

2. Toutefois, les Administrations ont la faculté de ne pas admettre les demandes visées au paragraphe 1 lorsqu'elles ne les acceptent pas dans leur régime intérieur.

Article 39

Réclamations

1. Chaque Administration est tenue d'accepter les réclamations concernant tout colis déposé dans les services des autres Administrations.
2. Les réclamations des usagers ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt du colis.
3. Sauf si l'expéditeur a entièrement acquitté la taxe d'avis de réception prévue à l'article 14, lettre k), chaque réclamation donne lieu à la perception d'une «taxe de réclamation» au taux fixé à l'article 15, lettre m).
4. Les colis ordinaires et les colis avec valeur déclarée doivent faire l'objet de réclamations distinctes. Si la réclamation concerne plusieurs colis de la même catégorie déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire et expédiés par la même voie, la taxe n'est perçue qu'une fois.
5. La taxe pour réclamation est restituée si la réclamation est motivée par une faute de service.

Titre III**Responsabilité****Article 40**

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis, sauf dans les cas prévus à l'article 41. Leur responsabilité est engagée tant pour les colis transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.
2. Les Administrations peuvent s'engager à couvrir aussi les risques pouvant découler d'un cas de force majeure. Elles sont alors responsables, envers les expéditeurs des colis déposés dans leur pays, des pertes, spoliations ou avaries dues à un cas de force majeure qui surviennent durant le parcours tout entier des colis, y compris éventuellement le parcours de réexpédition ou de renvoi à l'expéditeur.
3. L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser:
 - a) pour les colis avec valeur déclarée, le montant en DTS de la valeur déclarée; en cas de réexpédition ou de renvoi à l'expéditeur par voie de surface d'un colis-avion avec valeur déclarée, la responsabilité est limitée, pour le second parcours, à celle qui est appliquée aux colis acheminés par cette voie. Toutefois, les Administrations d'origine peuvent prendre à leur charge le dommage non couvert lors du second parcours;
 - b) pour les autres colis, les montants ci-après:
 - 44,10 DTS** par colis jusqu'à 5 kilogrammes;
 - 65,34 DTS** par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes;
 - 88,21 DTS** par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes;
 - 111,07 DTS** par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes;
 - au-dessus de 20 kilogrammes, 22,87 DTS par colis et par coupure ou fraction de 5 kilogrammes.**
4. Par dérogation au paragraphe 3, lettre b), les Administrations peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant maximal de **111,07 DTS** par colis sans égard à son poids.

5. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en DTS, des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où le colis a été accepté au transport; à défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

6. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un colis, l'expéditeur ou, par application du paragraphe 8, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes acquittées, à l'exception de la taxe d'assurance; il en est de même des envois refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

7. Lorsque la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution **des taxes acquittées, à l'exception de la taxe d'assurance.**

8. Par dérogation au paragraphe 3, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un colis spolié ou avarié dans les cas prévus à l'article 41, paragraphe 1, lettres a) et b).

9. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits prévus au paragraphe 3 en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits prévus au paragraphe 8 en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

10. L'Administration d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays, pour les colis sans valeur déclarée, les indemnités prévues par sa législation intérieure pour les envois de même genre, à condition que ces indemnités ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées au paragraphe 3, lettre b) **Il en est de même pour l'Administration de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire en vertu du paragraphe 8.** Les montants fixés au paragraphe 3, lettre b), restent cependant applicables:

- 1° en cas de recours contre l'Administration responsable;
- 2° si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire **ou inversement.**

Article 41

Non-responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la livraison soit dans les conditions prescrites par leur réglementation intérieure pour les envois de même nature, soit dans les conditions prévues à l'article 12, paragraphe 3, de la Convention; la responsabilité est toutefois maintenue:

- a) lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison d'un colis ou lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur en cas de renvoi à celui-ci, formule des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié;
- b) lorsque le destinataire, ou l'expéditeur en cas de renvoi à celui-ci, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'Administration qui lui a livré le colis avoir constaté un dommage et administre la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison.

2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:

- 1° de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis:
 - a) en cas de force majeure. L'Administration dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu doit décider, suivant la législation de son pays, si cette perte, cette spoliation ou cette avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celles-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du pays d'origine si cette dernière le demande. Toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration du pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 40, paragraphe 2):

- b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
 - c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu du colis;
 - d) lorsqu'il s'agit de colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
 - e) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 39, paragraphe 2;
 - f) lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et d'internés civils;
- 2° des colis saisis en vertu de la législation du pays de destination;
- 3° des colis confisqués ou détruits par l'autorité compétente, lorsqu'il s'agit de colis dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 20, lettre a), chiffres 2°, 4° à 8°, et lettre b);
- 4° en matière de transport maritime ou aérien, lorsqu'elles ont fait connaître qu'elles n'étaient pas en mesure d'accepter la responsabilité des colis avec valeur déclarée à bord des navires ou des avions qu'elles utilisent; elles assument néanmoins, pour le transit de colis avec valeur déclarée en dépêches closes, la responsabilité qui est prévue pour les colis de même poids sans valeur déclarée.
3. Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des colis soumis au contrôle douanier.

Article 42

Responsabilité de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un colis est responsable dans les mêmes limites que les Administrations elles-mêmes de tous les dommages causés aux autres envois postaux par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission, pourvu qu'il n'y ait eu ni faute, ni négligence des Administrations ou des transporteurs.
2. L'acceptation par le bureau de dépôt d'un tel colis ne dégage pas l'expéditeur de sa responsabilité.
3. L'Administration qui constate un dommage dû à la faute de l'expéditeur en informe l'Administration d'origine, à laquelle il appartient d'intenter, le cas échéant, l'action contre l'expéditeur.

Article 43

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration postale qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la livraison au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à une autre Administration.
2. Une Administration intermédiaire ou de destination est, jusqu'à preuve du contraire et sous réserve du paragraphe 4, déchargée de toute responsabilité:
 - a) lorsqu'elle a observé les dispositions relatives à la vérification des dépêches et des colis et à la constatation des irrégularités;
 - b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs au colis recherché, le délai de conservation réglementaire étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.
3. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du pays qui perçoit les frais de transport selon l'article 88,

paragraphe 1, de la Convention est tenue, sous réserve de l'article premier, paragraphe 6, de la Convention et du paragraphe 7 du présent article, de rembourser à l'Administration d'origine l'indemnité ainsi que les taxes et droits payés à l'expéditeur. Il lui appartient de recouvrer ces montants auprès de l'entreprise de transport aérien responsable. Si, en vertu de l'article 88, paragraphe 2, de la Convention, l'Administration d'origine règle les frais de transport directement à la compagnie aérienne, elle doit demander elle-même le remboursement de ces montants à cette compagnie.

4. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales; toutefois, lorsqu'il s'agit d'un colis ordinaire et que le montant de l'indemnité ne dépasse pas le montant fixé à l'article 40, paragraphe 3, lettre b), pour un colis jusqu'à 5 kg, cette somme est supportée, à parts égales, par les Administrations d'origine et de destination, à l'exclusion des Administrations intermédiaires. Si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le pays de son domicile, il incombe à l'Administration de ce pays de prouver:

- a) que ni l'emballage, ni la fermeture du colis ne portaient des traces apparentes de spoliation ou d'avarie;
- b) que, dans le cas de colis avec valeur déclarée, le poids constaté lors du dépôt n'a pas varié.
- c) que, pour les colis transmis en récipients clos, ceux-ci étaient intacts, de même que leur fermeture.

Lorsque pareille preuve a été faite par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration du pays du domicile de l'expéditeur, aucune des autres Administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré le colis sans que l'Administration suivante ait formulé d'objections.

5. Dans le cas d'envois transmis en nombre, en application de l'article 54, paragraphes 2 et 3, aucune des Administrations en cause ne peut, dans le dessein de décliner sa part de responsabilité, arguer du fait que le nombre des colis trouvés dans la dépêche diffère de celui qui est annoncé sur la feuille de route.

6. Toujours dans le cas de transmission globale, les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour que la responsabilité soit partagée en cas de perte, de spoliation ou d'avarie de certaines catégories de colis déterminées d'un commun accord.

7. En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, la responsabilité d'une Administration à l'égard des autres Administrations n'est en aucun cas engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.

8. Lorsqu'un colis a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration dans le ressort territorial ou dans les services de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration d'origine que si les deux Administrations se chargent des risques résultant du cas de force majeure.

9. Si la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une Administration intermédiaire qui n'admet pas les colis avec valeur déclarée ou qui a adopté un maximum de déclaration de valeur inférieur au montant de la perte, l'Administration d'origine supporte le dommage non couvert par l'Administration intermédiaire en vertu du paragraphe 7 du présent article et de l'article premier, paragraphe 6, de la Convention.

10. La règle prévue au paragraphe 9 est également appliquée en cas de transport maritime ou aérien si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une Administration relevant d'un pays contractant qui n'accepte pas la responsabilité prévue pour les colis avec valeur déclarée (article 41, paragraphe 2, chiffre 4°).

11. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

12. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

Article 44

Paiement de l'indemnité

1. Sous réserve du droit de recours contre l'Administration responsable, l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe soit à l'Administration d'origine, soit à l'Administration de destination dans le cas visé à l'article 40, paragraphe 8.

2. Ce paiement doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de **quatre** mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

3. Lorsque l'Administration à qui incombe le paiement n'accepte pas de se charger des risques résultant du cas de force majeure et lorsque, à l'expiration du délai prévu au paragraphe 2, la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie est due à un cas de l'espèce n'est pas encore tranchée, elle peut, exceptionnellement, différer le règlement de l'indemnité pour une nouvelle période de **trois** mois.

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et ayant été régulièrement saisie, a laissé s'écouler **trois** mois:

- a) sans donner de solution définitive à l'affaire ou
- b) sans avoir porté à la connaissance de l'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, que la perte, la spoliation ou l'avarie paraissait due à un cas de force majeure ou que le colis avait été retenu, confisqué ou détruit par l'autorité compétente en raison de son contenu ou saisi en vertu de la législation du pays de destination.

5. S'agissant du paragraphe 4, lettre a), le renvoi de la formule C 9 qui n'est pas complétée selon les conditions prévues à l'article 151, paragraphes 9 et 12, du Règlement d'exécution de la Convention ne peut être considéré comme une solution définitive.

6. Les Administrations postales qui indiquent dans le Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux qu'elles ne sont pas tenues d'observer l'article 44, paragraphe 4, de l'Arrangement, pour ce qui est de donner une solution définitive à une réclamation dans le délai de trois mois, doivent communiquer un délai dans lequel elles donnent une solution définitive à l'affaire.

Article 45

Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement

1. L'Administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 43 est tenue de rembourser à l'Administration ayant effectué le paiement en vertu de l'article 44, et qui est dénommée «Administration payeuse», le montant de l'indemnité payée à l'ayant droit dans les limites de l'article 40, paragraphes 3 et 6; ce versement doit avoir lieu dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.

2. Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs Administrations en conformité de l'article 43, la totalité de l'indemnité due doit être versée à l'Administration payeuse, dans le délai mentionné au paragraphe 1, par la première Administration qui, ayant dûment reçu le colis réclamé, ne peut en établir la transmission régulière au service correspondant. Il appartient à cette Administration de récupérer sur les autres Administrations responsables la part éventuelle de chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

3. Le remboursement à l'Administration créditrice est effectué d'après les règles de paiement prévues à l'article 13 de la Convention.

4. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre pour laisser en totalité la charge du dommage causé à des colis ordinaires à celle qui doit effectuer le paiement à l'ayant droit.

5. Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article 44, paragraphe 4, le montant de l'indemnité peut également être repris d'office sur l'Administration responsable par voie de décompte soit directement, soit par l'intermédiaire de la première Administration de transit qui se crédite à son tour sur l'Administration suivante, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de l'Administration responsable; le cas échéant, il y a lieu d'observer les dispositions réglementaires relatives à l'établissement des comptes.

6. Immédiatement après avoir payé l'indemnité, l'Administration payeuse doit communiquer à l'Administration responsable la date et le montant du paiement effectué. Elle ne peut réclamer le remboursement de cette indemnité que dans le délai d'un an à compter soit du jour de l'envoi de la notification du paiement, soit, s'il y a lieu, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article 44, paragraphe 4.

7. L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 46

Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. Si, après le paiement de l'indemnité, un colis ou une partie de colis, antérieurement considéré comme perdu, est retrouvé, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, est informé qu'il peut en prendre livraison pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité reçue. Si, dans ce délai, l'expéditeur ou, le cas échéant, le destinataire ne réclame pas le colis, la même démarche est effectuée auprès de l'autre intéressé.

2. Si l'expéditeur ou le destinataire prend livraison du colis ou de la partie retrouvée de ce colis moyennant remboursement du montant de l'indemnité, ce montant est restitué à l'Administration ou, s'il y a lieu, aux Administrations qui ont supporté le dommage, dans un délai d'un an à compter de la date du remboursement.

3. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison du colis, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou, s'il y a lieu, des Administrations qui ont supporté le dommage.

4. Lorsque la preuve de la livraison est apportée après le délai de trois mois prévu à l'article 44, paragraphe 4, l'indemnité versée reste à la charge de l'Administration intermédiaire ou de destination si la somme payée ne peut, pour une raison quelconque, être récupérée sur l'expéditeur.

5. En cas de découverte ultérieure d'un colis avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou, en cas d'application de l'article 40, paragraphe 8, le destinataire doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise du colis avec valeur déclarée, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur visée à l'article 24, paragraphe 2.

Titre IV

Quotes-parts revenant aux Administrations. Attribution des quotes-parts

Chapitre I

Quotes-parts

Article 47

Quote-part territoriale de départ et d'arrivée

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée pour chaque pays et pour chaque colis selon les taux indicatifs ci-après:

Coupsures de poids	Quote-part territoriale de départ et d'arrivée
1	Taux indicatif 2
	DTS
Jusqu'à 1 kg	2,61
Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	3,27
Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	3,92
Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	4,90
Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	5,88
Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	6,53
Au-dessus de 20 kg, pour chaque coupure ou fraction de 5 kg	0,65

En cas d'attribution des quotes-parts conformément à l'article 54, paragraphe 3, les taux indicatifs suivants sont recommandés:

- quote-part territoriale d'arrivée et de départ par colis: 4 DTS;
- quote-part territoriale d'arrivée et de départ par kilogramme de poids brut des dépêches: 0,40 DTS.

Tenant compte des taux indicatifs ci-dessus, les Administrations fixent leurs quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée afin que celles-ci soient en relation avec les frais de leur service. Toutefois, leurs quotes-parts territoriales d'arrivée ne peuvent pas dépasser de plus de 30 pour cent leurs quotes-parts de départ.

2. Les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée sont publiées par le Bureau International dans le Recueil des colis postaux.

3. Les quotes-parts visées au paragraphe 1 sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoient des dérogations à ce principe.

4. Les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays.

5. Les modifications des quotes-parts territoriales d'arrivée selon le paragraphe 1 ne peuvent entrer en vigueur que le 1er janvier. Pour être applicables, ces modifications doivent être notifiées quatre mois au moins avant cette date au Bureau International qui les communique aux Administrations intéressées au moins trois mois avant la date de leur entrée en vigueur. Lorsque ces délais n'ont pas été observés, ces modifications n'entrent en vigueur que le 1er janvier de l'année suivante.

Article 48

Quote-part territoriale de transit

1. Les colis échangés entre deux Administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres d'une ou de plusieurs autres Administrations sont soumis, au profit des pays dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit ci-après.

Echelons de distance	Quote-part territoriale de transit						
	jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	au-dessus de 20 kg, pour chaque coupure ou fraction de 5 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
Jusqu'à 600 km	0,20	0,52	0,85	1,67	2,71	3,78	0,88
Au-delà de 600 jusqu'à 1000 km	0,29	0,75	1,34	2,38	3,89	5,39	1,37
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000 km	0,39	1,01	1,80	3,20	5,19	7,22	1,83
Au-delà de 2000 km par 1000 km en sus	0,10	0,23	0,46	0,76	1,27	1,78	0,26

En cas d'attribution des quotes-parts conformément à l'article 54, paragraphe 3, les taux indicatifs suivants sont recommandés:

Echelons de distance	Quote-part territoriale de transit	
	par colis	par kg de poids brut des dépêches
	DTS	DTS
Jusqu'à 600 km	1,47	0,20
Au-delà de 600 jusqu'à 1000 km	2,09	0,29
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000 km	2,81	0,39
Au-delà de 2000 par 1000 km en sus	0,85	0,10

2. Chacun des pays visés au paragraphe 1 est autorisé à réclamer pour chaque colis les quotes-parts territoriales de transit afférentes à l'échelon de distance correspondant à la distance moyenne pondérée de transport des colis dont il assure le transit. Cette distance est calculée par le Bureau international.

3. Le réacheminement, le cas échéant après entreposage, par les services d'un pays intermédiaire des dépêches et des colis à découvert arrivant et repartant par un même port (transit sans parcours territorial) est assujéti aux paragraphes 1 et 2.

4. S'agissant de colis-avion, la quote-part territoriale des Administrations intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport territorial intermédiaire.

5. Cependant, en ce qui concerne les colis-avion en transit à découvert, les Administrations intermédiaires sont autorisées à réclamer une quote-part forfaitaire de 0,33 DTS par envoi.

6. Lorsqu'un pays admet que son territoire soit traversé par un service de transport étranger sans participation de ses services selon l'article 3 de la Convention, les colis ainsi acheminés ne donnent pas lieu à l'attribution de la quote-part territoriale de transit à l'Administration postale en cause.

7. Les quotes-parts visées au paragraphe 1 sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoit des dérogations à ce principe.

Article 49

Quote-part maritime

1. Chacun des pays dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes visées dans le tableau qui figure au paragraphe 2. Ces quotes-parts sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.

2. Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est calculée conformément aux indications du tableau ci-après:

Echelons de distance		Coupures de poids						
a) exprimés en milles marins	b) exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	au-dessus de 20 kg, pour chaque coupure ou fraction de 5 kg
1	2	3	4	5	6	7	8	9
		DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
Jusqu'à 500 milles marins	Jusqu'à 926 km	0,16	0,39	0,69	1,21	1,96	2,71	0,59
Au-delà de 500 jusqu'à 1000	Au-delà de 926 jusqu'à 1852	0,20	0,46	0,82	1,44	2,35	3,27	0,78
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000	Au-delà de 1852 jusqu'à 3704	0,20	0,52	0,95	1,67	2,71	3,72	0,91
Au-delà de 2000 jusqu'à 3000	Au-delà de 3704 jusqu'à 5556	0,23	0,59	1,05	1,86	3,01	4,15	1,05
Au-delà de 3000 jusqu'à 4000	Au-delà de 5556 jusqu'à 7408	0,26	0,62	1,11	1,99	3,23	4,48	1,14
Au-delà de 4000 jusqu'à 5000	Au-delà de 7408 jusqu'à 9260	0,26	0,65	1,18	2,12	3,43	4,77	1,24
Au-delà de 5000 jusqu'à 5000	Au-delà de 9260 jusqu'à 11 112	0,29	0,69	1,24	2,22	3,63	5,00	1,31
Au-delà de 5000 jusqu'à 7000	Au-delà de 11 112 jusqu'à 12 964	0,29	0,72	1,31	2,32	3,76	5,23	1,37
Au-delà de 7000 jusqu'à 5000	Au-delà de 12 964 jusqu'à 14 816	0,29	0,75	1,34	2,42	3,92	5,42	1,44
Au-delà de 8000 par 1000 en sus	Au-delà de 14 816 par 1852 en sus	0,03	0,03	0,03	0,07	0,13	0,16	0,03

En cas d'attribution des quotes-parts conformément à l'article 54, paragraphe 3, les taux indicatifs suivants sont recommandés:

Echelons de distance		Quote-part maritime	
a) exprimés en milles marins	b) exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	par colis	par kg de poids brut des dépêches
		DTS	DTS
Jusqu'à 500 milles marins	Jusqu'à 926 km	1,05	0,16
Au-delà de 500 jusqu'à 1000	Au-delà de 926 jusqu'à 1852	1,27	0,20
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000	Au-delà de 1852 jusqu'à 3704	1,44	0,20
Au-delà de 2000 jusqu'à 3000	Au-delà de 3704 jusqu'à 5556	1,63	0,23
Au-delà de 3000 jusqu'à 4000	Au-delà de 5556 jusqu'à 7408	1,73	0,26
Au-delà de 4000 jusqu'à 5000	Au-delà de 7408 jusqu'à 9260	1,88	0,26
Au-delà de 5000 jusqu'à 6000	Au-delà de 9260 jusqu'à 11 112	1,96	0,29
Au-delà de 6000 jusqu'à 7000	Au-delà de 11 112 jusqu'à 12 964	2,03	0,29
Au-delà de 7000 jusqu'à 8000	Au-delà de 12 964 jusqu'à 14 818	2,09	0,29
Au-delà de 8000 par 1000 en sus	Au-delà de 14 818 par 1852 en sus	0,07	0,03

3. Le cas échéant, les échelons de distance servant à déterminer le montant de la quote-part maritime à appliquer entre deux pays sont calculés sur la base d'une distance moyenne pondérée, déterminée en fonction du tonnage des dépêches transportées entre les ports respectifs des deux pays.

4. Le transport maritime entre deux ports d'un même pays ne peut donner lieu à perception de la quote-part prévue au paragraphe 2 lorsque l'Administration de ce pays reçoit déjà, pour les mêmes colis, la rémunération afférente au transport territorial.

5. S'agissant de colis-avion, la quote-part maritime des Administrations ou services intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport maritime intermédiaire; tout service maritime assuré par le pays d'origine ou de destination est considéré à cet effet comme service intermédiaire.

Article 50

Réduction ou majoration de la quote-part maritime

1. Les Administrations ont la faculté de majorer de 50 pour cent au maximum la quote-part maritime fixée à l'article 49, paragraphe 2. Par contre, elles peuvent la réduire à leur gré.

2. Cette faculté est subordonnée aux conditions fixées à l'article 47, paragraphe 5.

3. En cas de majoration, celle-ci doit aussi s'appliquer aux colis originaires du pays dont dépendent les services qui effectuent le transport maritime; toutefois, cette obligation ne s'applique ni aux relations entre un pays et les territoires dont il assure les relations internationales ni aux relations entre ces territoires.

Article 51

Application de nouvelles quotes-parts à la suite de modifications imprévisibles d'acheminement

Lorsque, pour des raisons de force majeure ou à cause d'un autre événement imprévisible, une Administration est contrainte d'utiliser, pour le transport de ses propres colis, une nouvelle voie d'acheminement qui occasionne des frais supplémentaires de transport territorial ou maritime, elle est tenue d'en informer immédiatement, par la voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication approprié, toutes les Administrations dont les dépêches de colis ou les colis à découvert sont acheminés en transit par son pays. A partir du cinquième jour suivant le jour de

l'expédition de cette information, l'Administration intermédiaire est autorisée à mettre en compte à l'Administration d'origine les quotes-parts territoriales et maritimes qui correspondent au nouveau parcours.

Article 52

Taux de base et calcul des frais de transport aérien

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre Administrations au titre des transports aériens est fixé à 0,568 millième de DTS, au maximum, par kilogramme de poids brut et par kilomètre; ce taux est appliqué proportionnellement aux fractions de kilogramme.
2. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches de colis-avion sont calculés d'après le taux de base effectif visé au paragraphe 1 et les distances kilométriques mentionnées dans la «Liste des distances aéropostales» prévue à l'article 225, paragraphe 1, lettre b), du Règlement d'exécution de la Convention, d'une part, et, d'autre part, d'après le poids brut des dépêches.
3. Les frais dus à l'Administration intermédiaire au titre du transport aérien des colis-avion à découvert sont fixés en principe comme il est indiqué au paragraphe 1, mais par demi-kilogramme pour chaque pays de destination. Toutefois, lorsque le territoire du pays de destination de ces colis est desservi par une ou plusieurs lignes comportant plusieurs escales sur ce territoire, les frais de transport sont calculés sur la base d'un taux moyen pondéré, déterminé en fonction du poids des colis débarqués à chaque escale. Les frais à payer sont calculés colis par colis, le poids de chacun étant arrondi au demi-kilogramme immédiatement supérieur.
4. Chaque Administration de destination qui assure le transport aérien des colis-avion à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des **coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 km**. Ces frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.
5. Les frais visés au paragraphe 4 sont fixés sous forme d'un prix unitaire, calculé, pour tous les colis-avion à destination du pays, sur la base du taux effectivement payé pour le transport aérien des colis-avion dans le pays de destination **moins les frais de transport correspondants par voie de surface**, sans pouvoir dépasser le taux maximal prévu au paragraphe 1 et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par les colis-avion du service international sur le réseau aérien intérieur. La distance moyenne pondérée est **calculée par le Bureau international** en fonction du poids brut de toutes les dépêches de colis-avion arrivant au pays de destination, y compris les colis-avion qui ne sont pas réacheminés par voie aérienne à l'intérieur de ce pays.
6. Le droit au remboursement des frais visés au paragraphe 4 est subordonné aux conditions fixées à l'article 47, paragraphe 5.
7. Le transbordement en cours de route, dans un même aéroport, des colis-avion qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts se fait sans rémunération.
8. Aucune quote-part territoriale de transit n'est due pour:
 - a) le transbordement des dépêches-avion entre deux aéroports desservant une même ville;
 - b) le transport de ces dépêches entre un aéroport desservant une ville et un entrepôt situé dans cette même ville et le retour de ces mêmes dépêches en vue de leur réacheminement.

Article 53

Frais de transport aérien des colis-avion perdus ou détruits

En cas de perte ou de destruction des colis-avion par suite d'un accident survenu à l'aéronef ou de toute autre cause engageant la responsabilité de l'entreprise de transport aérien, l'Administration d'origine est exonérée de tout paiement, pour quelque partie que ce soit du trajet de la ligne empruntée, au titre du transport aérien des colis-avion perdus ou détruits.

Chapitre II

Attribution des quotes-parts

Article 54

Principe général

1. L'attribution des quotes-parts aux Administrations intéressées est effectuée, en principe, par colis.
2. Toutefois, dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut s'entendre avec l'Administration de destination en vue de l'attribution des quotes-parts globalement par coupure de poids.
3. Toujours dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut convenir avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires de les créditer de sommes calculées par colis ou par kilogramme de poids brut des dépêches sur la base des quotes-parts territoriales et maritimes.

Article 55

Colis de service. Colis de prisonniers de guerre et d'internés civils

Les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.

Titre V

Dispositions diverses

Article 56

Application de la Convention

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

Article 57

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.
2. **Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif qui sont parties à cet Arrangement.**
3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:
 - a) l'unanimité des suffrages, si elles ont pour objet soit l'addition de nouvelles dispositions, soit la modification de fond des articles du présent Arrangement et de son Protocole final;

- b) la majorité des suffrages, si elles ont pour objet:
- 1° l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Protocole final;
 - 2° des modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux Actes énumérés au chiffre 1°.

Article 58

Colis à destination ou en provenance de pays ne participant pas à l'Arrangement

1. Les Administrations des pays participant au présent Arrangement qui entretiennent un échange de colis avec les Administrations de pays non participants admettent, sauf opposition de ces dernières, les Administrations de tous les pays participants à profiter de ces relations.

2. Pour le transit par les services terrestres, maritimes et aériens des pays participant à l'Arrangement, les colis à destination ou en provenance d'un pays non participant sont assimilés, quant au montant des quotes-parts territoriales et maritimes et des frais de transport aérien, aux colis échangés entre les pays participants. Il en est de même, en ce qui concerne la responsabilité, chaque fois qu'il est établi que le dommage est survenu dans le service d'un des pays participants et lorsque l'indemnité doit être versée dans un pays participant soit à l'expéditeur, soit, en cas d'application de l'article 40, paragraphe 8, au destinataire.

Titre VI

Dispositions finales

Article 59

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le **1er janvier 1991** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui **est déposé auprès du Directeur général du Bureau international**. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à **Washington**, le **14 décembre 1989**.

Cet Arrangement a été signé au nom des Etats et entités territoriales ci-après par un ou plusieurs des plénipotentiaires qui ont signé le Quatrième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle :

[Voir les signatures apposées par des plénipotentiaires au bas du Quatrième Protocole additionnel à la page 26 du présent volume.]

République d'Afghanistan
République algérienne démocratique et populaire
République fédérale d'Allemagne
Etats-Unis d'Amérique
République populaire d'Angola
Royaume de l'Arabie saoudite
République argentine
Australie
République d'Autriche
Commonwealth des Bahamas
Etat de Bahreïn
Barbade
Belgique
République populaire du Bénin
Royaume de Bhoutan
République socialiste soviétique de Biélorussie
République de Bolivie
République du Botswana
République fédérative du Brésil
Brunei Darussalam
République populaire de Bulgarie
Burkina Faso
République du Burundi
République du Cameroun
Canada
République du Cap-Vert
République centrafricaine
Chili
République populaire de Chine
République de Chypre
République de Colombie
République fédérale islamique des Comores
République populaire du Congo
République de Corée
République de Costa Rica
République de Côte d'Ivoire
République de Cuba

Royaume de Danemark
République de Djibouti
République dominicaine
République arabe d’Egypte
République d’El Salvador
Emirats arabes unis
République de l’Equateur
Espagne
République démocratique populaire de l’Ethiopie
République de Finlande
République française
République gabonaise
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man
Territoires d’outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord
Grèce
République du Guatemala
République de Guinée
Guyane
République d’Haïti
République du Honduras
République de Hongrie
Inde
République d’Indonésie
République islamique d’Iran
République d’Iraq
Irlande
République d’Islande
Israël
Italie
Japon
Royaume hachémite de Jordanie
République de Kenya
République de Kiribati
Koweït
République démocratique populaire lao
Royaume du Lesotho
République libanaise
République de Libéria
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
République démocratique de Madagascar

Malaisie
Malawi
République du Mali
Malte
Royaume du Maroc
Maurice
République islamique de Mauritanie
Etats-Unis du Mexique
Principauté de Monaco
République populaire de Mongolie
Union de Myanmar
Népal
République du Niger
République fédérale du Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande
Sultanat d'Oman
République de l'Ouganda
République islamique du Pakistan
République de Panama
Papouasie-Nouvelle-Guinée
République de Paraguay
Pays-Bas
Antilles néerlandaises et Aruba
République du Pérou
République populaire de Pologne
Portugal
Etat de Qatar
République démocratique allemande
République socialiste de Roumanie
République rwandaise
Sainte-Lucie
République de Saint-Marin
Iles Salomon
Samoa occidental
République du Sénégal
République de Sierra Leone
République de Singapour
République démocratique de Somalie
République du Soudan
République socialiste démocratique de Sri Lanka
Suède

Confédération suisse
République du Suriname
Royaume du Swaziland
République arabe syrienne
République-Unie de Tanzanie
République du Tchad
République socialiste tchécoslovaque
Thaïlande
République togolaise
Royaume des Tonga
République tunisienne
République de Turquie
Union des Républiques socialistes soviétiques
République orientale de l'Uruguay
République de Vanuatu
Etat de la Cité du Vatican
République du Venezuela
République socialiste du Viet Nam
République arabe du Yémen
République démocratique populaire du Yémen
République socialiste fédérative de Yougoslavie
République de Zambie
République de Zimbabwe

Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les colis postaux conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

1. Par dérogation à l'article 47, les Administrations figurant dans la liste ci-après se réservent le droit de fixer leurs quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent leurs quotes-parts territoriales de départ:

Algérie, Angola, Bahraïn, Bénin, Brésil, Brunel Darussalam, Bulgarie (Rép. pop.), Congo (Rép. pop.), El Salvador, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Iraq, Israël, Jordanie, Kenya, Liban, Malaisie, Mongolie (Rép. pop.), Népal, Ouganda, Pakistan, Papouasie - Nouvelle-Guinée, Rép. dém. allemande, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Syrienne (Rép. arabe), Tchécoslovaquie, Vénézuéla, Viet Nam, Yémen (Rép. arabe), Yémen (Rép. dém. pop.), Zambie, Zimbabwe.

2. Par dérogation à l'article 47, l'Administration de la République arabe d'Egypte se réserve le droit de percevoir une quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle de 6,53 DTS par colis, en plus de celles mentionnées à l'article précité.

Article II

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

A titre provisoire, les Administrations figurant au tableau ci-après sont autorisées à percevoir les quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles indiquées dans ce tableau et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 48, paragraphe 1:

No d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale de transit exceptionnelle pour les colis des coupures de poids ci-après:					
		Jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 Jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 Jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 Jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 Jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 Jusqu'à 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
1	Afghanistan	1,54	1,98	2,45	2,94	4,57	5,88
2	Amerique (Etats-Unis)	0,65	0,98	1,31	1,96	2,61	3,27
3	Argentine	0,65	1,31	1,63	2,61	3,92	4,90
4	Australie	0,70	0,70	0,98	1,45	2,10	2,75
5	Bahamas	0,65	0,74	0,82	0,98		
6	Bahraïn	0,83	0,88	0,98	1,31	1,50	1,98
7	Bangladesh	0,98	1,31	1,47	1,63		
8	Barbade	0,82	0,90	0,88	0,78		
9	Belgique	0,16	0,33	0,49	0,82	1,14	1,47
10	Belize	3,01	3,59	3,87	4,95	6,14	7,12
11	Bénin	0,20	0,33	0,49	0,98	1,47	1,96
12	Bolivie	0,33	0,39	0,46	0,65	0,98	1,31
13	Botswana	1,31	1,63	1,96	2,45	2,94	3,27
14	Brazil	1,31	1,96	2,61	3,27	6,53	7,84
15	Brunel Darussalam	0,29	0,49	0,88	1,57		
16	Bulgarie (Rép. pop.)	0,33	0,65	0,98	1,31	1,96	2,61
17	Centrafrique	0,20	0,49	0,65	1,31	1,96	2,61
18	Chili	1,31	1,31	1,96	2,61	3,92	5,23
19	Chine (Rép. pop.)	1,31	2,35	3,01	3,43	3,92	4,90
20	Chypre	1,31	1,63	2,12	2,45	3,27	4,25
21	Congo (Rép. pop.)	0,82	0,98	1,31	1,96	3,27	3,92
22	Côte d'Ivoire (Rép.)	0,20	0,33	0,49	0,98	1,63	2,29
23	Dominique	1,80	1,96	2,07	2,56	3,74	4,51
24	Egypte	0,98	0,98	0,98	1,98	1,98	1,98
25	El Salvador	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65
26	Emirats arabes unis	1,11	1,24	1,31	1,11	0,72	0,65
27	Equateur	0,98	0,98	1,31	1,96	2,61	3,27
28	France	0,33	0,65	0,98	1,31	1,96	2,61
29	Gambie	0,56	0,59	0,57	0,52		
30	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Territoires d'outre-mer dépendant dudit Royaume	4,41	5,23	5,55	7,02	8,66	9,96
31	Grenade	1,80	1,96	2,07	2,56	3,74	4,51
32	Guyane	0,33	0,36	0,39	0,46		
33	Inde	1,55	1,55	1,55	2,08	2,08	2,08
34	Iran (Rép. Islamique)	0,33	0,39	0,46	0,52	0,65	0,85
35	Iraq	0,33	0,39	0,49	0,65	1,31	1,63
36	Jamaïque	0,65	0,82	0,98	1,31	1,96	2,61
37	Kenya	0,98	1,14	1,31	1,63		
38	Madagascar	0,65	0,98	1,31	1,96	2,61	3,27
39	Malaisie	0,33	0,36	0,39	0,65		
40	Malawi	0,33	0,36	0,39	0,46		
41	Malte	0,33	0,36	0,39	0,46		
42	Maunce	0,56	0,59	0,57	0,52		
43	Myanmar	0,23	0,20	0,20	0,29		
44	Népal	0,65	0,82	0,98	1,14	1,47	1,80
45	Nigeria	0,98	1,14	1,31	1,63		
46	Oman	1,14	1,21	1,31	1,47		
47	Ouganda	0,98	1,14	1,31	1,63		
48	Pakistan	0,65	0,98	1,31	1,63		
49	Panama (Rép.)	0,33	0,49	0,65	0,98	1,31	1,63
50	Papouasie - Nouvelle-Guinée	0,15	0,25	0,31	0,54	0,65	0,78
51	Pérou	0,33	0,39	0,46	0,65	0,96	1,31
52	Qatar	0,33	0,36	0,39	0,46		
53	Rép. pop. dem. de Corée	0,98	1,31	1,63	1,80	1,96	2,12
54	Roumanie (Rép. soc.)	0,33	0,65	0,98	1,31	1,96	2,61
55	Saint-Christophe-et-Nevis	4,41	5,23	5,55	7,02	8,66	9,96
56	Sainte-Lucie	1,80	1,96	2,07	2,56	3,74	4,51

No d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale de transit exceptionnelle pour les colis des coupures de poids ci-après.					
		Jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
57	Saint-Vincent-et-Grenadines	3.01	3.59	3.87	4.95	6.14	7.12
58	Salomon (îles)	3.01	3.59	3.87	4.95	6.14	7.12
59	Seychelles	1.80	1.96	2.07	2.56	3.74	4.51
60	Sierra Leone	0.46	0.65	0.82	0.91		
61	Singapour	0.33	0.36	0.39	0.65		
62	Soudan	1.31	1.96	2.61	3.27		
63	Sri Lanka	0.98	1.31	1.96	2.61	3.27	3.92
64	Syrienne (Rép. arabe)	0.65	0.98	1.31	1.63	1.96	2.29
65	Tanzanie (Rép. unie)	0.98	1.14	1.31	1.63		
66	Thaïlande	1.14	1.31	1.80	2.12	2.61	3.43
67	Trinité-et-Tobago	0.65	0.82	0.98	1.31		
68	Turquie	1.63	1.63	1.63	1.63	1.63	1.63
69	Tuvalu	1.80	1.96	2.07	2.56	3.74	4.51
70	Union des républiques socialistes soviétiques						
	Via la partie européenne de l'URSS	0.59	1.40	2.55	4.51	7.38	10.13
	Via la partie asiatique de l'URSS	1.67	3.99	7.32	12.90	21.27	29.17
	Via les parties européenne et asiatique de l'URSS	2.16	5.06	9.34	16.53	27.25	37.31
71	Vénézuéla	0.49	0.98	1.47	2.12	2.94	3.92
72	Yemen (Rép. dém. pop.)	1.31	1.31	1.96	2.61	3.92	5.23
73	Yougoslavie	0.29	0.39	0.65	0.72	1.18	1.03
74	Zaire	0.26	0.59	0.98	1.96	3.27	3.92
75	Zambie	1.37	1.83	2.74	3.66	5.08	7.08
76	Zimbabwe	1.31	1.63	1.96	2.45	2.94	3.27

Article III

Distance moyenne pondérée de transport des colis en transit

L'article 48, paragraphe 2, dernière phrase, ne s'applique aux pays suivants qu'à leur demande: Biélorussie, Bulgarie (Rép. pop.), Cuba, Mongolie (Rép. pop.), Pologne (Rép. pop.), Tchécoslovaquie, Ukraine et Union des républiques socialistes soviétiques.

Article IV

Quotes-parts maritimes

L'Allemagne, Rép. féd. d', l'Amérique (Etats-Unis), l'Argentine, l'Australie, les Bahamas, Bahrain, le Bangladesh, la Barbade, la Belgique, le Belize, le Brésil, le Brunei Darussalam, le Canada, le Chili, Chypre, les Comores, le Congo (Rép. pop.), Djibouti, la Dominique, les Emirats arabes unis, l'Espagne, la Finlande, la France, le Gabon, la Gambie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, la Grèce, Grenade, la Guyane, l'Inde, l'Italie, la Jamaïque, le Japon, le Kenya, Kiribati, la Malaisie, Madagascar, Malte, Maurice, le Nigéria, la Norvège, Oman, l'Ouganda, le Pakistan, la Papouasie - Nouvelle-Guinée, les Pays-Bas, le Portugal, Qatar, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Salomon (îles), les Seychelles, la Sierra Leone, Singapour, la Suède, la Tanzanie (Rép. unie), la Thaïlande, la Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Vanuatu, le Yémen (Rép. dém. pop.) et la Zambie se réservent le droit de majorer de 50 pour cent au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 49 et 50.

Article V

Etablissement des quotes-parts moyennes

Par dérogation à l'article 54, paragraphe 3, de l'Arrangement et de l'article 150, paragraphe 2, du Règlement, l'Amérique (Etats-Unis) est autorisée à établir des quotes-parts territoriales et maritimes moyennes par kilogramme en se fondant sur la répartition en poids des colis reçus de toutes les Administrations.

Article VI

Quotes-parts supplémentaires

1. Tout colis acheminé par voie de surface ou par voie aérienne à destination de la Corse, des Départements français d'outre-mer, des Territoires français d'outre-mer et des **Collectivités** de Mayotte et **Saint-Pierre et Miquelon** est assujéti à une quote-part territoriale d'arrivée égale, au maximum, à la quote-part française correspondante. Lorsqu'un tel colis est acheminé en transit par la France continentale, il donne lieu, en outre, à la perception des quotes-parts et frais supplémentaires suivants:

- a) colis «voie de surface»
 - 1° la quote-part territoriale de transit française;
 - 2° la quote-part maritime française correspondant à l'échelon de distance séparant la France continentale de chacun des Départements, Territoires et **Collectivités** en cause;
- b) colis-avion
 - 1° la quote-part territoriale de transit française pour les colis en transit à découvert;
 - 2° les frais de transport aérien correspondant à la distance aéro postale séparant la France continentale de chacun des Départements, Territoires et **Collectivités** en cause.

2. Tout colis empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq-Syrie donne lieu à la perception d'une quote-part supplémentaire spéciale ainsi fixée:

Coupages de poids	Quotes-parts supplémentaires	Coupages de poids	Quotes-parts supplémentaires
1	2	1	2
kg	DTS	kg	DTS
Jusqu'à 1	0,16	au-dessus de 5 jusqu'à 10	1,63
au-dessus de 1 jusqu'à 3	0,49	au-dessus de 10 jusqu'à 15	2,45
au-dessus de 3 jusqu'à 5	0,82	au-dessus de 15 jusqu'à 20	3,27

3. Les Administrations postales de la République arabe d'Egypte et de la **République du Soudan** sont autorisées à percevoir une quote-part supplémentaire de **0,65 DTS** en sus des quotes-parts territoriales de transit prévues à l'article 48, paragraphe 1, pour tout colis en transit par le lac Nasser entre le Shallal (Egypte) et Wadi Halfa (Soudan).

4. Tout colis acheminé en transit entre le Danemark et les îles Féroé donne lieu à la perception des quotes-parts supplémentaires suivantes:

- a) colis «voie de surface»
 - 1° la quote-part territoriale de transit danoise;
 - 2° la quote-part maritime danoise correspondant à l'échelon de distance séparant le Danemark et les îles Féroé;
- b) colis-avion
 - les frais de transport aérien correspondant à la distance aéro postale séparant le Danemark et les îles Féroé.

5. L'Administration postale du Chili est autorisée à percevoir une quote-part supplémentaire de **2,61 DTS** par kilogramme au maximum pour le transport des colis destinés à l'île de Pâques.

6. Tout colis acheminé par voie de surface ou par voie aérienne, en transit entre le Portugal continental et les régions autonomes de Madère et Açores, donne lieu à la perception des quotes-parts et des frais supplémentaires suivants:

- a) colis «voie de surface»
 - 1° la quote-part territoriale de transit portugaise;
 - 2° la quote-part maritime portugaise correspondant à l'échelon de distance séparant le Portugal continental de chacune des régions autonomes en cause;
- b) colis-avion
 - 1° la quote-part territoriale de transit portugaise;
 - 2° les frais de transport aérien correspondant à la distance aéro postale entre le Portugal continental et chacune des régions autonomes en question.

7. Les colis adressés aux provinces insulaires de Grande Canarie et Tenerife, acheminés en transit par l'Espagne continentale, donneront lieu à la perception, outre la quote-part territoriale d'arrivée correspondante, aux quotes-parts supplémentaires suivantes:

- a) colis «voie de surface»
 - 1° la quote-part territoriale de transit espagnole;
 - 2° la quote-part maritime espagnole correspondant à la distance de 1000 à 2000 milles marins;
- b) colis-avion
 - les frais de transport aérien correspondant à la distance aéro postale entre l'Espagne continentale et chacune des provinces insulaires considérées.

Article VII

Tarifs spéciaux

1. Les Administrations de Belgique, de France et de Norvège ont la faculté de percevoir pour les colis-avion des quotes-parts territoriales plus élevées que pour les colis de surface.
2. L'Administration du Liban est autorisée à percevoir pour les colis jusqu'à 1 kilogramme la taxe applicable aux colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.
3. L'Administration du Panama (Rép.) est autorisée à percevoir 0,20 DTS par kilogramme pour les colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.) en transit.

Article VIII

Taxes supplémentaires

A titre exceptionnel, les Administrations sont autorisées à dépasser les limites supérieures des taxes supplémentaires indiquées aux articles 10 à 13 et 15, si cela est nécessaire pour mettre ces taxes en rapport avec les coûts d'exploitation de leurs services. Toutefois, en cas de renvoi à l'expéditeur (article 30, paragraphe 3, lettre b)), ou de réexpédition (article 32, paragraphe 6, lettre c)), le montant des taxes reprises ne peut dépasser les taux fixés dans l'Arrangement. Les Administrations désireuses d'appliquer cette disposition doivent en informer le Bureau international dès que possible.

Article IX

Traitement des colis admis à tort

La Biélorussie, la Bulgarie (Rép. pop.), Cuba, la Rép. pop. dém. de Corée, l'Ukraine et l'Union des républiques socialistes soviétiques se réservent le droit de ne fournir les renseignements sur les raisons de la saisie d'un colis postal ou d'une partie de son contenu que dans les limites des informations provenant des autorités douanières et selon leur législation intérieure.

Article X

Retrait. Modification ou correction d'adresse

Par dérogation à l'article 38, le **Costa-Rica**, El Salvador, l'Equateur, le Panama (Rép.) et le Venezuela sont autorisés à ne pas renvoyer les colis postaux après que le destinataire en a demandé le dédouanement, étant donné que leur législation douanière s'y oppose.

Article XI

Interdictions

1. L'Administration postale du Canada est autorisée à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article 20, lettre b), étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

2. A titre exceptionnel, l'Administration postale du Liban n'accepte pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent manufacturés ou non, des pierres précieuses et d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles. Elle n'est pas tenue par les dispositions de l'article 40, y compris pour les cas énoncés dans les articles 41 et 43.

Article XII

Exceptions au principe de la responsabilité

Par dérogation à l'article 40, la **Bolivie**, la République d'Iraq, la **République du Soudan**, la République démocratique populaire du Yémen et la République du Zaïre sont autorisées à ne payer aucune indemnité pour l'avarie des colis originaires de tous les pays à destination de la **Bolivie**, de l'Iraq, du Soudan, du Yémen (Rép. dém. pop.) ou du Zaïre et contenant des liquides et des corps facilement liquéfiables, des objets en verre et des articles de même nature fragile ou périssable.

Article XIII

Dédommagement

1. Par dérogation à l'article 40, l'Amérique (Etats-Unis), l'**Angola**, les Bahamas, la Barbade, le Belize, la Bolivie, le Botswana, le **Brunel Darussalam**, le Canada, la **Dominicaine (Rép.)**, la Dominique, **El Salvador**, les Fidji, la Gambie, ceux des Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont la réglementation intérieure s'y oppose, Grenade, le **Guatemala**, la Guyane, **Kiribati**, le Lesotho, le Malawi, Malte, Maurice, Nauru, le Nigeria, l'Ouganda, la Papouasie - Nouvelle-Guinée, **Saint-Christophe-et-Nevis**, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Salomon (îles), les Seychelles, la Sierra Leone, le Swaziland, la Trinité-et-Tobago, la Zambie et le **Zimbabwe** ont la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

2. Par dérogation à l'article 40, paragraphe 8, l'Amérique (Etats-Unis) est autorisée à maintenir le droit de l'expéditeur à un dédommagement pour les colis avec valeur déclarée après livraison au destinataire, sauf si l'expéditeur renonce à son droit en faveur du destinataire.

3. L'Administration postale du Brésil est autorisée à ne pas appliquer l'article 40 en ce qui concerne la responsabilité en cas d'avarie, y compris les cas visés aux articles 41 et 43.

4. Lorsqu'elle agit à titre d'Administration intermédiaire, l'Amérique (Etats-Unis) est autorisée à ne pas payer d'indemnité de dédommagement aux autres Administrations en cas de perte, de spoliation ou d'avarie des colis avec valeur déclarée transmis à découvert ou expédiés dans des dépêches closes.

Article XIV

Palement de l'indemnité

Les Administrations postales de l'Angola, de la Guinée, du Liban et de la Mauritanie (Rép. islamique) ne sont pas tenues d'observer l'article 44, paragraphe 4, de l'Arrangement pour ce qui est de donner une solution définitive à une réclamation dans le délai de trois mois. Elles n'acceptent pas, en outre, que l'ayant droit soit désintéressé, pour son compte, par une autre Administration à l'expiration du délai précité.

Article XV

Non-responsabilité de l'Administration postale

L'Administration postale du Népal est autorisée à ne pas appliquer l'article 41, paragraphe 1, lettre b).

Article XVI

Avis de réception

L'Administration postale du Canada est autorisée à ne pas appliquer l'article 28, étant donné qu'elle n'offre pas le service d'avis de réception pour les colis dans son régime intérieur.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau International. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Washington, le 14 décembre 1989.

SIGNATURES

[Les mêmes que pour l'Arrangement; voir p. 335 du présent volume.]

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

Postal Parcels Agreement

Contents

Preliminary provisions

Art

- 1 Purpose of the Agreement
- 2 Postal parcels
- 3 Operation of the service by transport companies
- 4 Categories of parcels
- 5 Weight steps
- 6 Quality-of-service targets**

Part I

Charges and fees

- 7 Composition of the charges and fees

Chapter I

Principal charges and air surcharges

- 8 Principal charges
- 9 Air surcharges

¹ Translation supplied by the International Bureau of the Universal Postal Union.

² Traduction fournie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Chapter II

Supplementary charges and fees

Section I

Charges relating to certain categories of parcels

- 10 Express parcels
- 11 Parcels for delivery free of charges and fees
- 12 Insured parcels
- 13 Fragile parcels. Cumbersome parcels

Section II

Charges and fees relating to all categories of parcels

- 14 Supplementary charges
- 15 Scale
- 16 Fees

Chapter III

Free postage

- 17 Service parcels
- 18 Parcels of prisoners of war and civilian internees

Part II

Operation of the service

Chapter I

Conditions of admission

Section I

General conditions of admission

- 19 Conditions of acceptance
- 20 Prohibitions
- 21 Limits of size
- 22 Treatment of parcels wrongly accepted
- 23 Sender's instructions at the time of posting

Section II

Special conditions of admission

- 24** Insured parcels
- 25** Parcels for delivery free of charges and fees

Chapter II

Conditions of delivery and redirection

Section I

Delivery

- 26** General rules for delivery. Periods of retention
- 27** Delivery of express parcels
- 28** Advice of delivery
- 29** Non-delivery to the addressee
- 30** Return to sender of undelivered parcels
- 31** Abandonment by the sender of an undelivered parcel

Section II

Redirection

- 32** Redirection due to change of address by the addressee or to alteration or correction of an address
- 33** Parcels arriving out of course and to be redirected
- 34** Return to sender of wrongly accepted parcels
- 35** Return to sender due to suspension of a service

Chapter III

Special provisions

- 36** Non-compliance by an administration with given instructions
- 37** Parcels containing items whose early deterioration or decay is to be feared
- 38** Withdrawal from the post. Alteration or correction of address
- 39** Inquiries

Part III

Liability

- 40** Principle and extent of liability of postal administrations
- 41** Non-liability of postal administrations
- 42** Sender's liability
- 43** Determination of liability between postal administrations

- 44 Payment of indemnity
- 45 Reimbursing the administration which paid the indemnity
- 46 Possible recovery of the indemnity from the sender or from the addressee

Part IV

Rates due to administrations. Allocation of rates

Chapter I

Rates

- 47 Outward and inward land rate
- 46 Transit land rate
- 49 Sea rate
- 50 Reduction or increase of the sea rate
- 51 Application of new rates following unforeseeable changes in routing
- 52 Basic rates and calculation of conveyance dues
- 53 Air conveyance dues for lost or destroyed air parcels

Chapter II

Allocation of rates

- 54 General principles
- 55 Service parcels. Parcels of prisoners of war and civilian internees

Part V

Miscellaneous provisions

- 56 Application of the Convention
- 57 Conditions for approval of proposals concerning this Agreement and its Detailed Regulations
- 58 Parcels addressed to or originating in countries not participating in the Agreement

Part VI

Final provisions

- 59 Entry into force and duration of the Agreement

Final Protocol to the Postal Parcels Agreement

Art

- I Exceptional inward land rates
- II Exceptional transit land rates
- III Weighted average distance for conveyance of parcels in transit
- IV Sea rates
- V Determination of average rates
- VI Supplementary rates
- VII Special tariffs
- VIII Supplementary charges
- IX Treatment of parcels wrongly accepted
- X Withdrawal from the post. Alteration or correction of address
- XI Prohibitions
- XII Exceptions to the principle of liability
- XIII Compensation
- XIV Payment of indemnity
- XV Non-liability of the postal administration
- XVI Advice of delivery

Postal Parcels Agreement¹

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the member countries of the Union, having regard to article 22, paragraph 4, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964² have, by common consent and subject to article 25, paragraph 3, of the Constitution, drawn up the following Agreement:

Preliminary provisions

Article 1

Purpose of the Agreement

This Agreement shall govern the exchange of postal parcels between contracting countries.

Article 2

Postal parcels

1 Items called "postal parcels" of which the individual weight shall not exceed 20 kilogrammes may be exchanged either direct or via one or more countries. **On the basis of bilateral agreements, administrations may exchange postal parcels which exceed 20 kilogrammes.**

¹ Put into effect* on 1 January 1991, in accordance with article 59. Definitive signatures had been affixed or instruments of ratification or approval had been deposited with the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union as follows:

<i>State</i>	<i>Date of definitive signature (s) or of deposit of the instrument of ratification or approval (A)</i>
Belgium.....	20 December 1990
Benin.....	14 December 1989 <i>s</i>
Denmark.....	14 December 1989 <i>s</i>
Japan.....	27 December 1990 <i>A</i>
Singapore.....	27 December 1990 <i>A</i>
Sweden.....	19 December 1990 <i>A</i>
Thailand.....	20 December 1990 <i>A</i>
United States of America.....	21 December 1990
(For the United States of America and all the territories for whose international relations it is responsible.)	

* The mandatory and optional Acts of the Universal Postal Union generate their effects according to a special scheme. They enter into force at a date decided upon by the Congress of the Universal Postal Union, but, as it appears, most of the member States are not in a position to ratify the Acts before they are put into effect; however, they do apply them. To solve the resulting contradiction, the principle of "tacit ratification" or "tacit approval" was admitted. It is based on the effective implementation of the provisions contained in the new Acts established by the Congress. This ratification or approval does not replace formal ratification or approval. Its purpose is only to insure the continued application of the Acts of the Universal Postal Union.

(Continued on page 352)

Vol. 1687, I-29110

2 The exchange of parcels exceeding 10 kilogrammes shall be optional. Countries which fix a weight of less than 20 kilogrammes shall, however, admit parcels in transit in bags or other closed receptacles up to a weight of 20 kilogrammes. **For parcels weighing more than 20 kilogrammes, the agreement of the country of transit shall be obligatory.**

3 Notwithstanding paragraphs 1 and 2, parcels relating to the postal service as provided for in article 17 may weigh up to 30 kilogrammes.

(Footnote 1 continued from page 351)

Subsequently, the Agreement took effect for the following States on the date of the deposit of their instruments of ratification, or accession or approval with the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union:

<i>State</i>	<i>Date of deposit of the instrument of ratification, accession (a) or approval (A)</i>
Republic of Korea	28 January 1991 A
Luxembourg	4 February 1991
Holy See	8 March 1991
Lebanon	19 March 1991
Canada	20 March 1991 A
Qatar	22 March 1991
Israel	4 April 1991 A
Indonesia	8 May 1991 A
Jordan	24 May 1991
Tunisia	3 June 1991
Switzerland	6 June 1991
Democratic People's Republic of Korea	13 June 1991 a
Liechtenstein	26 July 1991
Oman	30 August 1991
Saint Kitts and Nevis	27 September 1991 a
Saint Vincent and the Grenadines	28 October 1991 a
Austria	20 November 1991
Bolivia	11 December 1991
China	17 December 1991 A
Saudi Arabia	19 December 1991
Chile*	27 December 1991
Burkina Faso	10 April 1992
Spain	15 June 1992

* See p. 391 of this volume for the text of the declaration made upon ratification.

Also, notifications of accession to the Agreement under article 11 (5) of the Constitution were effected by the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union to the following States:

<i>State</i>	<i>Date of deposit of the notification accession</i>
Lithuania	10 January 1992
(With effect from 10 January 1992.)	
Estonia	
Namibia	30 April 1992
(With effect from 30 April 1992.)	
Latvia	17 June 1992
(With effect from 17 June 1992.)	
Croatia	20 July 1992
(With effect from 20 July 1992.)	
Kazakhstan	27 August 1992
(With effect from 27 August 1992. The Republic of Kazakhstan stated its desire to benefit from reservations applicable to it heretofore and contained in articles III, and IX of the Final Protocol of the Postal Parcels Agreement of 14 December 1989.)	
Slovenia	27 August 1992
(With effect from 27 August 1992.)	

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 611, p. 7.

4 In this Agreement, its Final Protocol and its Detailed Regulations,¹ the abbreviation "parcels" shall apply to all postal parcels.

Article 3

Operation of the service by transport companies

1 Any country whose postal administration does not undertake the conveyance of parcels and which is a party to the Agreement may arrange for its provisions to be implemented by transport companies. It may, at the same time, limit this service to parcels originating in or addressed to places served by these companies.

2 The postal administration of such a country shall make arrangements with the transport companies to ensure full implementation by them of all the provisions of the Agreement, with special reference to the arrangements for the exchange of parcels. The postal administration shall serve as intermediary for them in all their relations with administrations of the other contracting countries and with the International Bureau.

Article 4

Categories of parcels

1 An "ordinary parcel" shall be one which is not subject to any of the special requirements prescribed for the categories defined in paragraphs 2 and 3.

2 Other categories shall be:

- a "insured parcel", any parcel which is insured for a declared value;
- b "parcel for delivery free of charges and fees", any parcel in respect of which the sender asks to be charged with the whole of the postal charges and fees to which the parcel may be subject on delivery; this request may be made at the time of posting; it may also be made after posting up to the time of delivery to the addressee, except in those countries which cannot accept this procedure;
- c "cash-on-delivery parcel", any parcel subject to a COD charge and covered by the Cash-on-Delivery Agreement;²
- d "fragile parcel", any parcel containing articles which are liable to break easily and which are to be handled with special care;
- e "cumbersome parcel":
 - i any parcel whose dimensions exceed the limits fixed by article 21, paragraph 1, or those which administrations may fix between themselves;
 - ii any parcel which by reason of its shape or construction does not lend itself readily to loading with other parcels or which requires special precautions;
 - iii optionally, any parcel conforming to the conditions laid down in article 21, paragraph 4;
- f "service parcel", any parcel relating to the postal service and exchanged under the conditions laid down in article 17;
- g "prisoner-of-war or civilian internee parcel", any parcel intended for or sent by prisoners or organizations referred to in article 17 of the Convention.³

3 Other categories, according to the method of dispatch or delivery:

- a "air parcel", any parcel accepted for air conveyance with priority between two countries;
- b "express parcel", any parcel which, on arrival at the office of destination, shall be delivered to the place of address by special messenger or which, in those countries whose administrations do not undertake delivery to the place of address, gives rise to the delivery, by special

¹ UPU, Documents of the 1989 Washington Congress; Volume III, Part 2 (Berne 1990, International Bureau of the Universal Postal Union).

² See p. 447 of this volume.

³ See p. 181 of this volume.

messenger, of an advice of arrival or to the transmission of an advice by telephone, telex or any other appropriate means of telecommunication; nevertheless, if the address of the addressee is situated outside the local delivery area of the office of destination, delivery by special messenger shall not be obligatory.

4 The exchange of "free of charges and fees" and "cash-on-delivery" parcels shall require prior agreement between administrations of origin and destination. With respect to "insured", "fragile", "cumbersome", "air" and "express" parcels, the exchange may be established on the basis of the information given in the Compendium of Information (Postal Parcels) published by the International Bureau.

Article 5

Weight steps

1 The parcels defined in article 4 shall be classed in the following weight steps:

	up to 1 kg
above 1	up to 3 kg
above 3	up to 5 kg
above 5	up to 10 kg
above 10	up to 15 kg
above 15	up to 20 kg
above 20 kg.	

2 Countries which by reason of their internal regulations are unable to adopt the metric-decimal system of weight may substitute for the weight steps provided for in paragraph 1 the following equivalents (in pounds avoirdupois):

	up to 1 kg	up to 2 lb
above 1 and up to 3 kg		2 to 7 lb
above 3 and up to 5 kg		7 to 11 lb
above 5 and up to 10 kg		11 to 22 lb
above 10 and up to 15 kg		22 to 33 lb
above 15 and up to 20 kg		33 to 44 lb
above 20 kg		44 lb and above.

Article 6

Quality-of-service targets

1 Administrations of destination shall fix a service target for the handling of air parcels addressed to their countries. The target, increased by the time normally required for customs clearance, shall be no less favourable than the target for comparable items in their domestic service.

2 Administrations of destination shall also, as far as possible, fix a service target for the handling of surface parcels addressed to their countries.

3 Administrations of origin shall fix service targets for air and surface parcels for abroad by reference to the targets fixed by the administrations of destination.

Part I

Charges and fees

Article 7

Composition of the charges and fees

1 The charges and fees which administrations are authorized to collect from the senders and addressees of postal parcels shall be made up of the principal charges as defined in article 8 and, where appropriate, by:

- a the air surcharges mentioned in article 9;
- b the supplementary charges mentioned in articles 10 to 15;
- c the charges and fees mentioned in articles 30, paragraph 3, and 32, paragraph 6;
- d the fees mentioned in article 16.

2 Apart from any exceptions prescribed by this Agreement, charges shall be retained by the administration collecting them.

Chapter I

Principal charges and air surcharges

Article 8

Principal charges

1 Administrations shall fix the principal charges to be collected from senders.

2 The principal charges shall be linked with the rates, and as a general rule, the sum thereof shall not in total exceed the rates that administrations shall be authorized to claim under articles 47 to 51.

Article 9

Air surcharges

1 Administrations shall fix the air surcharges to be collected for forwarding parcels by air. They may adopt, for fixing surcharges, smaller weight steps than the first weight step.

2 The surcharges shall be related to the air conveyance dues and, as a general rule, the sum thereof shall not in total exceed the costs of such conveyance.

3 Surcharges shall be uniform for the whole of the territory of a country of destination whatever the routing used.

Chapter II

Supplementary charges and fees

Section I

Charges relating to certain categories of parcels

Article 10

Express parcels

1 Express parcels shall be subject to a supplementary charge called the "express charge" the amount of which shall be fixed at not more than 1.63 SDR or at the amount of the charge applicable in the internal service if this is higher. This charge must be fully paid in advance at the time of posting, even if the parcel cannot be delivered by special messenger but only the advice of arrival.

2 When express delivery places special demands on the administration of destination with regard to the location of the address of the addressee or to the day or time of arrival at the office of destination, the delivery of the parcel and collection of any additional charge shall be governed by the provisions concerning parcels of the same type in the internal system. The supplementary charge shall be paid even if the parcel is returned to sender or redirected; however, in such cases, the amount passed on may not exceed 1.63 SDR.

3 If the regulations of the administration of destination permit, addressees may ask the delivery office, subject to what is laid down in paragraph 1, to deliver to them by express immediately on arrival any parcels which are intended for them. In that case the administration of destination shall be authorized to collect, on delivery, a charge of not more than 1.63 SDR or the internal service charge if this is higher.

Article 11

Parcels for delivery free of charges and fees

1 Parcels for delivery free of charges and fees shall be subject to a charge called "fee for delivery free of charge" fixed at 0.98 SDR as a maximum for each parcel. This charge shall be collected by the administration of origin which shall retain it as payment for services rendered in the country of origin.

2 When delivery free of charge is requested after the parcel has been posted, an additional charge for a request for delivery free of charge shall be collected from the sender at the time the request is made. This charge, fixed at 1.31 SDR as a maximum, shall be collected by the administration of origin. If the request is to be sent by telegraph or any other appropriate means of telecommunication, the sender shall also pay the **corresponding** charge.

3 The administration of destination shall be authorized to collect a commission charge of 0.98 SDR as a maximum for each parcel. This charge shall be independent of the presentation-to-Customs charge referred to in article 15, c. It shall be collected from the sender on behalf of the administration of destination.

Article 12

Insured parcels

- 1 The following charges on insured parcels shall be collected from the sender in advance:
 - a charges authorized in this part of the Agreement;
 - b an optional dispatch charge not exceeding the registration charge laid down in article 26, paragraph 1, p. of the Convention or the corresponding charge of the internal service if this is higher, or, exceptionally, a charge of 3.27 SDR at most;

- c an ordinary insurance charge of not more than 0.33 SDR for each 65.34 SDR or fraction of 65.34 SDR insured value, or 1/2 percent of the insured value step or the internal service charge if this is higher.
- 2 In addition, administrations undertaking to cover risks of force majeure shall be authorized to collect a "charge for cover against risks of force majeure" to be fixed so that the sum of this charge and the ordinary insurance charge shall not exceed the maximum prescribed in paragraph 1, c.
- 3 Administrations may also collect from the sender or from the addressee special charges in accordance with their internal legislation to take account of any exceptional security measures taken with regard to insured parcels.

Article 13

Fragile parcels. Cumbersome parcels

Fragile parcels and cumbersome parcels shall be subject to a supplementary charge equal to not more than 50 percent of the principal charge or to the internal service charge if this is higher. If the parcel is both fragile and cumbersome the supplementary charge mentioned above shall be collected once only. Nevertheless, the air surcharges in respect of these parcels shall not be increased.

Section II

Charges and fees relating to all categories of parcels

Article 14

Supplementary charges

Administrations shall be authorized to collect the following supplementary charges:

- a charge for items posted outside normal counter opening hours;
- b presentation-to-Customs charge collected by the administration of origin; as a general rule the charge shall be collected at the time of posting of the parcel;
- c presentation-to-Customs charge collected by the administration of destination either for submission to Customs and customs clearance or for submission to Customs only; in the absence of other arrangements, the charge shall be collected at the time of delivery of the parcel to the addressee; however, in the case of parcels for delivery free of charges and fees, the presentation-to-Customs charge shall be collected by the administration of origin on behalf of the administration of destination;
- d charge for collection from the sender's address; this charge may be collected by the administration of origin for parcels collected by its services from the sender's address;
- e delivery charge; this charge may be collected by the administration of destination for each attempted delivery of the parcel at the address; nevertheless, in the case of express parcels, it may be collected only in respect of each attempted delivery after the first;
- f advice of non-delivery reply charge, collected under the conditions laid down in article 29, paragraph 2;
- g advice of arrival charge, collected by the administration of destination, when its legislation obliges it to do so and when that administration does not undertake delivery to the place of address, in respect of any advice (the first as well as subsequent advices) delivered to the address of the addressee, except for the first advice of express parcels;
- h repacking charge, due to the administration of the first of the countries in whose territory a parcel has to be repacked in order to protect its contents; it shall be recovered from the addressee or, where appropriate, the sender;
- i poste restante charge, collected by the administration of destination at the time of delivery, on every parcel addressed "poste restante";

- j storage charge on every parcel which has not been taken possession of within the prescribed periods, whether the parcel is addressed "poste restante" or to a place of address. This charge shall be collected by the administration which effects the delivery, on behalf of the administration in whose service the parcel has been kept beyond the prescribed periods;
- k advice of delivery charge, when the sender asks for an advice of delivery in accordance with article 28;
- l advice of embarkation charge, collected, in relations between countries whose administrations agree to provide this service, when the sender requests that an advice of embarkation be sent to him;
- m inquiry charge, mentioned in article 39, paragraph 3;
- n charge for a request for withdrawal from the post or alteration or correction of address;
- o charge for cover against risks of force majeure, collected by administrations prepared to cover risks of force majeure.

Article 15

Scale

1 The scale of supplementary charges defined in article 14 shall be fixed in accordance with the following table:

Description of charge	Amount	Observations
1	2	3
a Charge on items posted outside normal counter opening hours	Same charge as in internal service	
b Presentation-to-Customs charge collected by the administration of origin	0.65 SDR at most per parcel	
c Presentation-to-Customs charge collected by the administration of destination	3.27 SDR at most per parcel	
d Charge for collection from the sender's address	Same charge as in internal service	
e Delivery charge	Same charge as in internal service	In the event of return to sender (article 30, paragraph 3, b) or redirection (article 32, paragraph 6, c), the amount passed on may not exceed 0.98 SDR
f Advice of non-delivery reply charge	0.65 SDR at most	If, following delivery of the advice of non-delivery, new instructions have to be transmitted by telegraph, the sender or the third party shall pay, in addition, the telegraph charge
g Advice of arrival charge	At most, a charge equal to that for an ordinary letter of the first weight step in the internal service	
h Repacking charge	0.33 SDR at most per parcel	This charge may be collected once only in the course of transmission from beginning to end
i Poste restante charge	Same charge as in the internal service	In the event of return to sender (article 30, paragraph 3, b) or redirection (article 32, paragraph 6, c), the amount passed on may not exceed 0.49 SDR
j Storage charge	Same charge as in the internal service	In the event of return to sender (article 30, paragraph 3, b) or redirection (article 32, paragraph 6, c), the amount passed on may not exceed 6.53 SDR
k Advice of delivery charge	0.98 SDR at most	

Description of charge	Amount	Observations
1	2	3
l Advice of embarkation charge	0.36 SDR at most per parcel	
m Inquiry charge	0.65 SDR at most	if the sender has asked for his request to be sent by telegraph or by any other means of telecommunication, the telegraph charge or the charge for the other means of telecommunication shall be added to this charge
n Charge for a request for withdrawal from the post or alteration or correction of address	1.31 SDR at most	The following shall be added to this charge: the appropriate charge if the request is to be sent by telecommunication
o Charge for cover against risks of force majeure	a amount laid down in article 12, paragraph 2, in respect of insured parcels b maximum of 0.20 SDR per parcel in respect of uninsured parcels	

2 Administrations which, in their internal service, collect supplementary charges higher than those fixed in paragraph 1, may, when they retain the whole amount of such charges, apply the internal service rate in the international service.

Article 16

Fees

1 Administrations of destination shall be authorized to collect from addressees all fees, especially customs duty, payable on the items in the country of destination.

2 Administrations shall undertake to seek from the competent authorities in their countries cancellation of the fees (including customs duty) in the case of a parcel:

- a returned to sender;
- b redirected to a third country;
- c abandoned by the sender;
- d lost in their service or destroyed because of total damage of the contents;
- e rifled or damaged in their service.

In these cases, cancellation of fees shall be requested only to the value of the missing contents or the depreciation suffered by the contents.

Chapter III

Free postage

Article 17

Service parcels

1 Parcels relating to the postal service shall be exempt from all postal charges if exchanged between the following:

- a postal administrations;
- b postal administrations and the International Bureau;
- c post offices of member countries;
- d post offices and postal administrations.

2 Air parcels, with the exception of those originating from the International Bureau, shall be exempt from air surcharges.

Article 18

Parcels of prisoners of war and civilian internees

Prisoner-of-war and civilian internee parcels shall be exempted from all charges in accordance with article 17 of the Convention. However, air parcels shall be subject to air surcharges as laid down in article 9 of this Agreement.

Part II

Operation of the service

Chapter I

Conditions of admission

Section I

General conditions of admission

Article 19

Conditions of acceptance

Provided that the contents do not come within the prohibitions listed in article 20 or within the prohibitions or restrictions applicable in the territory of one or more of the administrations called upon to take part in the transmission, every parcel, to be admitted to the post, shall:

- a belong to one of the categories of parcels admitted under the terms of article 4;
- b be packed in a manner adapted to the nature of the contents and the conditions of transport;
- c bear the names and addresses of the addressee and the sender;
- d satisfy the conditions of weight and size fixed by articles 2 and 21;
- e be prepaid in respect of all the charges required by the office of origin, either by means of postage stamps or by any other method authorized by the regulations of the administration of origin.

Article 20

Prohibitions

The insertion of the following articles shall be prohibited:

- a in all categories of parcels:
 - i articles which, by their nature or their packing, may expose officials to danger, or soil or damage other parcels or postal equipment;
 - ii narcotics and psychotropic substances; however, this prohibition shall not apply to consignments sent for a medical or scientific purpose to countries which admit them on this condition;
 - iii documents having the character of current and personal correspondence as well as correspondence of any kind exchanged between persons other than the sender and the addressee or persons living with them, except:
 - one of the documents below, unclosed, reduced to its essential elements and relating solely to the goods being conveyed: invoice, dispatch note or advice, delivery bill;

- gramophone records, tapes and wires, whether bearing a sound or video recording or not, ADP cards, magnetic tape or other similar media, and QSL cards, when the administration of origin considers that they do not have the character of current and personal correspondence and when they are exchanged between the sender and the addressee of the parcel or persons residing with them;
- correspondence and documents of any kind having the character of current and personal correspondence, other than the foregoing, exchanged between the sender and the addressee of the parcel or persons residing with them, if the internal regulations of the administrations concerned so permit;
- iv live animals, unless their conveyance by post is authorized by the postal regulations of the countries concerned;
- v explosive, flammable or other dangerous substances;
- vi radioactive materials. However, administrations may agree among themselves to accept parcels containing these materials either reciprocally or in one direction only. In this case, the radioactive materials shall be made up and packed in accordance with the provisions of the Detailed Regulations and shall be forwarded by the quickest route, normally by air, subject to payment of the corresponding air surcharges. They may be posted only by duly authorized senders;
- vii obscene or immoral articles;
- viii articles of which the importation or uttering is prohibited in the country of destination;
- b in uninsured parcels exchanged between two countries which admit insured parcels: coins, bank notes, currency notes, securities of any kind payable to bearer, platinum, gold or silver, whether manufactured or not, precious stones, jewels and other valuable articles. This provision shall not apply when the exchange of parcels between two administrations admitting insured parcels can only be made in transit through the intermediary of an administration which does not admit them. Any administration may prohibit the enclosure of gold bullion in insured or uninsured items originating from or addressed to its territory or sent in transit à découvert across its territory, or limit the actual value of these items.

Article 21

Limits of size

- 1 Except where parcels are considered as cumbersome by application of article 4, paragraph 2, e, parcels sent by surface or air shall not exceed 1.50 metres for any one dimension or 3 metres for the sum of the length and the greatest circumference measured in a direction other than that of the length.
- 2 Administrations which cannot accept, for any parcel or for air parcels only, the sizes prescribed in paragraph 1, may adopt instead the following dimensions: 1.05 metres for any one dimension, 2 metres for the sum of the length and the greatest circumference measured in a direction other than that of the length.
- 3 Whatever their mode of conveyance, parcels shall not be smaller than the minimum size prescribed for letters in article 20, paragraph 1, of the Convention.
- 4 Administrations which accept the dimensions fixed in paragraph 1 may collect, for parcels whose dimensions exceed the limits specified in paragraph 2 but which weigh less than 10 kg, a supplementary charge equal to that provided for in article 13.

Article 22

Treatment of parcels wrongly accepted

- 1 When parcels containing articles mentioned in article 20, a, have been wrongly admitted to the post, they shall be dealt with according to the legislation of the country of the administration establishing their presence; however, parcels containing articles listed in the same article under

a, ii and v to vii shall in no circumstances be forwarded to their destination, delivered to the addressees or returned to sender.

2 In the case of the insertion of a single item of correspondence prohibited within the meaning of article 20, a, iii, this correspondence shall be treated in the manner prescribed in article 32 of the Convention, and the parcel shall not be returned to sender on this account.

3 When an uninsured parcel exchanged between two countries which admit insurance and containing articles listed in article 20, b, is received by the administration of destination, that administration shall be authorized to deliver the parcel to the addressee under the conditions prescribed by its regulations. If they do not permit delivery, the parcel shall be returned to sender by application of article 34.

4 Paragraph 3 shall be applicable to parcels of which the weight or the dimensions appreciably exceed the permitted limits; however, these parcels may, where appropriate, be delivered to the addressee if he first pays any charges which may be due.

5 When a wrongly admitted parcel or part of its contents is neither delivered to the addressee nor returned to sender, the administration of origin shall be notified without delay how the parcel has been dealt with by means of a form conforming to the specimen C 33/CP 10bis annexed to the Detailed Regulations of this Agreement. This notification shall clearly indicate the prohibition under which the parcel falls or the articles which gave rise to its seizure.

Article 23

Sender's instructions at the time of posting

1 At the time of posting of a parcel, the sender shall be required to indicate the treatment to be given in case of non-delivery.

2 One of the following instructions only may be given:

- a dispatch of an advice of non-delivery to the sender;
- b dispatch of an advice of non-delivery to a third party residing in the country of destination;
- c return forthwith to the sender by surface or air;
- d return to the sender by surface or air at the end of a given period, which may not exceed the regulation period of retention in the country of destination;
- e delivery to an alternative addressee, if necessary after redirection by surface or air (and subject to the special provisions set out in article 29, paragraph 1, c, ii);
- f redirection of the parcel by surface or air, for delivery to the original addressee;
- g abandonment of the parcel by the sender.

3 Parcels may be returned without advice if the sender has given no or contradictory instructions.

4 Administrations shall have the option of not accepting the instructions referred to in paragraph 2, a and b, when their legislation or regulations do not so permit.

Section II

Special conditions of admission

Article 24

Insured parcels

1 The following rules shall govern the insured value of insured parcels:

- a postal administrations:
 - i each administration may limit the insured value, so far as it is concerned, to an amount which may not be less than **3266.91 SDR** or the amount adopted in its internal service if it is less than **3266.91 SDR**;

- 11 in the service between countries whose administrations have adopted different limits, all parties shall observe the lowest limit;
- b senders:
 - 1 may not insure the parcel for a value exceeding the actual value of its contents;
 - 11 may insure part only of the actual value of the contents of the parcel.
- 2 Fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the parcel shall be liable to the legal proceedings prescribed by the legislation of the country of origin.
- 3 A receipt shall be handed over free of charge to every sender of an insured parcel at the time of posting.

Article 25

Parcels for delivery free of charges and fees

- 1 A parcel for delivery free of charges and fees may be accepted only if the sender undertakes to pay the full amount which the office of destination would be entitled to claim from the addressee as well as the commission charge prescribed in article 11.
- 2 The office of origin may require the payment of a sufficient deposit.

Chapter II

Conditions of delivery and redirection

Section 1

Delivery

Article 26

General rules for delivery. Periods of retention

- 1 As a general rule, parcels shall be delivered to the addressees as soon as possible and according to the provisions in force in the country of destination. When parcels are not delivered to the addressee's address, the addressee shall, unless this is impossible, be advised of their arrival without delay.
- 2 When an addressee has been notified of the arrival of a parcel, it shall be held at his disposal for a fortnight or, at most, for a month from the day after that on which the advice is sent; exceptionally, this period may be increased to two months if the regulations of the administration of destination permit. The retention period prescribed in this paragraph shall be renewed if the sender has, in accordance with article 29, paragraph 1, a, c, ff, and d, requested that the addressee be advised again.
- 3 When it has not been possible to notify an addressee of the arrival of a parcel, the period of retention shall be that prescribed by the regulations of the country of destination; this period, applicable also to parcels addressed *poste restante*, shall start to run from the day after the day from which the parcel is held at the addressee's disposal and shall not, as a general rule, exceed two months; the parcel shall be returned to the sender within a shorter period if the sender has so requested in a language known in the country of destination.
- 4 The periods of retention prescribed in paragraphs 2 and 3 shall be applicable, in the case of redirection, to parcels to be delivered by the new office of destination.

Article 27

Delivery of express parcels

- 1 The delivery by special messenger of an express parcel or of the advice of arrival shall be attempted once only.
- 2 If the attempt is unsuccessful the parcel shall cease to be considered as express.

Article 28

Advice of delivery

The sender of a parcel may request an advice of delivery under the conditions laid down in article 55 of the Convention. However, administrations may restrict this service to insured parcels if such restriction is provided for in their internal service.

Article 29

Non-delivery to the addressee

- 1 After receipt of the advice of non-delivery mentioned in article 23, paragraph 2, a and b, the sender, or the third party concerned, shall give his instructions, which may only be those authorized by the said article, paragraph 2, c to g, and, in addition, one of the following:
 - a notify the addressee once more;
 - b correct or complete the address;
 - c where a cash-on-delivery parcel is concerned:
 - i deliver it to a person other than the addressee against payment of the amount indicated;
 - ii deliver it to the original addressee or to another addressee without collecting the COD charge or against payment of an amount less than the original amount;
 - d deliver the parcel free of charges and fees either to the original addressee or to another addressee.
- 2 The charge mentioned in article 14, f, for sending the instructions referred to in paragraph 1 may be collected either from the sender or from the third party; when the advice relates to several parcels posted at the same time at the same office by the same sender and addressed to the same addressee the charge shall be collected once only. In case of transmission by telegraph or any other appropriate means of telecommunication, the corresponding charge shall also be collected.
- 3 Provided that no instructions have been received from the sender or third party, the administration of destination shall be authorized to deliver the parcel to the addressee originally indicated or, where appropriate, to another addressee indicated later, or to redirect the parcel to a new address. After receipt of fresh instructions these alone shall be valid and binding.

Article 30

Return to sender of undelivered parcels

- 1 Every parcel which it has not been possible to deliver shall be returned to the sender's country of residence:
 - a immediately if:
 - i the sender has requested it in application of article 23, paragraph 2, c;
 - ii the sender (or the third party referred to in article 23, paragraph 2, b) has made an unauthorized request;
 - iii the sender or the third party refuses to pay the charge authorized in article 29, paragraph 2;
 - iv the instructions of the sender, or of the third party, have not achieved the desired result, whether these instructions were given at the time of posting or after receipt of the advice of non-delivery;

- b immediately after the expiry:
 - i of the period, if any, fixed by the sender in application of article 23, paragraph 2, d;
 - ii of the periods of retention laid down in article 26, if the sender has not complied with article 23. In this case, however, the sender may be asked for instructions;
 - iii of a period of two months from the dispatch of an advice of non-delivery, if the office which prepared that advice has not received adequate instructions from the sender or the third party, or if these instructions have not been received by that office.
- 2 A parcel shall be returned by **the route normally used for dispatching mails**. It may not be returned by air unless the sender has guaranteed the payment of the air surcharges.
- 3 Every parcel returned to sender under this article shall be subject to:
 - a the rates entailed in the further transmission;
 - b the uncanceled charges and fees which the administration of destination incurs at the time of return to the sender, subject to articles 10, paragraph 2, last sentence, and 15, paragraph 1, table, column 3, e, f and j.
- 4 These rates, charges and fees shall be collected from the sender.
- 5 Parcels returned to the sender and undeliverable to him shall be dealt with by the administration concerned in accordance with its own legislation.

Article 31

Abandonment by the sender of an undelivered parcel

If the sender has abandoned a parcel which it has not been possible to deliver to the addressee, that parcel shall be treated by the administration of destination according to its own legislation.

Section II

Redirection

Article 32

Redirection due to change of address by the addressee or to alteration **or correction** of an address

- 1 If an addressee changes his address or if an address is altered **or corrected** under article 38, a parcel may be redirected either within the country of destination or out of that country.
- 2 A parcel may be redirected within the country of destination at the request of the sender, at the request of the addressee, or automatically if the regulations of that country permit.
- 3 A parcel may be redirected out of the country of destination only at the request of the sender or of the addressee; in this case the parcel shall comply with the conditions required for the onward transmission.
- 4 A parcel may also be redirected under the conditions set out above by air at the request of the sender or the addressee, provided that payment of the air surcharge in respect of the onward transmission is guaranteed.
- 5 The sender may forbid any redirection.
- 6 For the first and any subsequent redirection of each parcel, the following may be collected:
 - a the charges authorized by the internal regulations of the administration concerned for such redirection, in the case of redirection within the country of destination;

- b the rates and air surcharges entailed in the onward transmission, in the case of redirection out of the country of destination;
 - c the charges and fees which the former administrations of destination do not agree to cancel, subject to articles 10, paragraph 2, last sentence, and 15, paragraph 1, table, column 3, e, i and j.
- 7 The rates, charges and fees mentioned in paragraph 6 shall be collected from the addressee.

Article 33

Parcels arriving out of course and to be redirected

- 1 Any parcel arriving out of course as a result of an error on the part of the sender or the dispatching administration shall be reforwarded to its proper destination by the most direct route used by the administration which has received the parcel.
- 2 Any air parcel arriving out of course shall be reforwarded by air.
- 3 Any parcel reforwarded in application of this article shall be subject to the rates for forwarding to its proper destination and the charges and fees mentioned in article 32, paragraph 6, c.
- 4 These rates, charges and fees shall be collected from the administration responsible for the office of exchange which misdirected the parcel. This administration shall collect them, where appropriate, from the sender.

Article 34

Return to sender of wrongly accepted parcels

- 1 Any parcel wrongly accepted and returned to sender shall be subject to the rates, charges and fees prescribed in article 30, paragraph 3.
- 2 These rates, charges and fees shall be payable by:
- a the sender, if the parcel has been wrongly admitted in consequence of an error of the sender or if it falls within one of the prohibitions laid down in article 20;
 - b the administration responsible for the error, if the parcel has been wrongly admitted in consequence of an error attributable to the postal service. In this case the sender shall be entitled to a refund of the charges paid.
- 3 If the rates which have been allocated to the administration returning the parcel are insufficient to cover the rates, charges and fees mentioned in paragraph 1, the outstanding charges shall be recovered from the administration of the sender's country of residence.
- 4 If there is a surplus, the administration which sends back the parcel shall return the balance of the rates to the administration of the sender's country of residence for refund to the sender.

Article 35

Return to sender due to suspension of a service

The return of a parcel to the sender due to the suspension of a service shall be free of charge; the unallocated rates collected for the outward journey shall be credited to the administration of the sender's country of residence for refund to the sender.

Chapter III

Special provisions

Article 36

Non-compliance by an administration with given instructions

1 When the administration of destination or an intermediate administration has not complied with the instructions given either at the time of posting or subsequently, it shall bear the conveyance charges (outward and return) and any other charges or fees which have not been cancelled; nevertheless, the charges paid for the outward journey shall remain the responsibility of the sender if he declared, either at the time of posting or subsequently, that in the event of non-delivery he would abandon the parcel.

2 The administration of the sender's country of residence shall be authorized automatically to bill the charges referred to in paragraph 1 to the administration which has not complied with the instructions given and which, although duly informed, has allowed **three** months to pass from the date on which it was informed without finally settling the matter or without informing the administration of the sender's country of residence that the non-compliance appeared to be due to force majeure or that the parcel had been detained, seized or confiscated in accordance with the internal regulations of the country of destination.

Article 37

Parcels containing items whose early deterioration or decay is to be feared

Articles contained in a parcel of which the early deterioration or decay is to be feared, and those articles only, may be sold immediately, even in course of transmission on either the outward or the return journey, without prior notice or legal formality, on behalf of the rightful owner; if, for any reason whatsoever, sale is impossible, the spoilt or decayed articles shall be destroyed.

Article 38

Withdrawal from the post. Alteration or correction of address

1 The sender of a parcel may, under the terms of article 36 of the Convention, ask for it to be returned or for its address to be altered, provided that he guarantees payment of the amounts due for any onward transmission under articles 30, paragraph 3, and 32, paragraph 6.

2 However, administrations shall have the option of not accepting the requests referred to in paragraph 1 when they do not accept them in their internal service.

Article 39

Inquiries

1 Every administration shall accept inquiries relating to any parcel posted in the service of another administration.

2 Inquiries from users shall be entertained only within a period of one year from the day after that on which the parcel was posted.

3 Unless the sender has paid in full the advice of delivery charge prescribed in article 14, k, each inquiry shall be subject to the collection of an "inquiry" charge at the rate laid down in article 15, m.

4 Separate inquiries shall be made for uninsured and insured parcels. If the inquiry related to several parcels of the same category posted at the same time at the same office by the same sender

and addressed to the same addressee and sent by the same route, the charge shall be collected once only.

5 The inquiry charge shall be refunded if the inquiry has been occasioned by a service error.

Part III

Liability

Article 40

Principle and extent of liability of postal administrations

1 Postal administrations shall be liable for the loss of, theft from or damage to parcels, except as provided for in article 41. Their liability shall be as binding for parcels conveyed à découvert as for those forwarded in closed mails.

2 Administrations may undertake to cover also risks which may arise from a case of force majeure. They shall then be liable towards senders of parcels posted in their country for loss, theft or damage due to a case of force majeure occurring at any time during transmission of the parcels, including redirection or return to sender.

3 The sender shall be entitled to an indemnity corresponding, in principle, to the actual amount of the loss, theft or damage; consequential losses or loss of profits shall not be taken into consideration. However, this indemnity may in no case exceed:

- a for insured parcels, the amount of the insured value in gold francs or SDRs; in case of redirection or return to sender by surface of an insured air parcel, liability shall be limited, for the second journey, to that applicable to parcels sent by that route. However, administrations of origin may assume responsibility for any loss, theft or damage not covered during the second journey;
- b for other parcels, the following amounts:
 - 44.10** SDR per parcel up to 5 kg;
 - 65.34** SDR per parcel above 5 up to 10 kg;
 - 88.21** SDR per parcel above 10 up to 15 kg;
 - 111.07** SDR per parcel above 15 up to 20 kg;
 - above 20 kilogrammes, 22.87 SDR per parcel and per step or fraction of 5 kilogrammes.**

4 Notwithstanding paragraph 3, b, administrations may agree to apply, in their reciprocal relations, the maximum amount of **111.07 SDR** per parcel regardless of the weight.

5 The indemnity shall be calculated according to the current price, converted into gold francs or SDRs, of goods of the same kind at the place and time at which the parcel was accepted for conveyance; failing a current price, the indemnity shall be calculated according to the ordinary value of goods whose value is assessed on the same basis.

6 When an indemnity is due for the loss, total theft or total damage of a parcel, the sender or, by application of paragraph 8, the addressee shall also be entitled to repayment of the charges paid with the exception of the insurance charge; the same shall apply to items refused by the addressees because of their bad condition if that is attributable to the postal service and involves its liability.

7 When the loss, total theft or total damage is due to a case of force majeure for which indemnity is not payable, the sender shall be entitled to repayment of the charges paid, **with the exception of the insurance charge.**

8 Notwithstanding paragraph 3, the addressee shall be entitled to the indemnity after taking delivery of a rifled or damaged parcel in the cases provided for in article 41, paragraph 1, a and b.

9 The sender may waive his rights as prescribed in paragraph 3 in favour of the addressee. Conversely, the addressee shall be entitled to waive his rights as prescribed in paragraph 8 in favour of the sender. The sender or the addressee may authorize a third party to receive the indemnity if internal legislation allows this.

10 The administration of origin shall have the option of paying senders in its country, for uninsured parcels, the indemnities prescribed by its internal legislation for items of the same kind, provided that such indemnities are not lower than those laid down in paragraph 3, b. **The same shall apply to the administration of destination when the indemnity is paid to the addressee under the terms of paragraph 8.** However, the amounts laid down in paragraph 3, b, shall remain applicable:

- i in the event of recourse against the administration liable;
- ii if the sender waives his rights in favour of the addressee or *vice versa*.

Article 41

Non-liability of postal administrations

1 Postal administrations shall cease to be liable for parcels which they have delivered, according either to the conditions laid down in their internal regulations for items of the same kind or those set out in article 12, paragraph 3, of the Convention; liability shall however be maintained:

- a when theft or damage is discovered either prior to or at the time of delivery of a parcel or when, internal regulations permitting, the addressee or, in the case of return to sender, the latter makes reservations on taking delivery of a rifled or damaged parcel;
- b when the addressee or, in the case of return to sender, the latter, although having given a proper discharge, notifies the delivery administration without delay that he has found theft or damage and furnishes proof that such theft or damage did not occur after delivery.

2 Postal administrations shall not be liable:

- i for the loss of, theft from or damage to parcels:
 - a in cases of force majeure. The administration in whose service the loss, theft or damage occurred shall decide according to the laws of its country whether the loss, theft or damage was due to circumstances amounting to a case of force majeure; these circumstances shall be communicated to the administration of the country of origin if the latter administration so requests. Nevertheless, the administration of the dispatching country shall still be liable if it has undertaken to cover risks of force majeure (article 40, paragraph 2);
 - b when they cannot account for parcels owing to the destruction of official records by force majeure, provided that proof of their liability has not been otherwise produced;
 - c when such loss, theft or damage has been caused by the fault or negligence of the sender or arises from the nature of the contents of the parcel;
 - d in the case of parcels which have been fraudulently insured for a sum greater than the actual value of the contents;
 - e when the sender has made no inquiry within the period prescribed in article 39, paragraph 2;
 - f in the case of prisoner-of-war or civilian internee parcels;
- ii for parcels seized under the legislation of the country of destination;
- iii for parcels confiscated or destroyed by the competent authority, in the case of parcels whose contents fall within the prohibitions specified in article 20, a, ii, iv to viii, and b;
- iv in the case of sea or air conveyance when they have made it known that they are unable to accept liability for insured parcels on board the ships or aircraft used by them; they shall nevertheless assume in respect of the transit of insured parcels in closed mails the liability which is laid down for uninsured parcels of the same weight.

3 Postal administrations shall accept no liability for customs declarations in whatever form these are made or for decisions taken by the Customs on examination of parcels submitted to customs control.

Article 42
Sender's liability

1 The sender of a parcel shall be liable within the same limits as administrations themselves for any damage caused to other postal items as a result of the dispatch of articles not acceptable for conveyance or of the non-observance of the conditions of acceptance, provided that there has been no fault or negligence on the part of administrations or carriers.

2 The acceptance by the office of posting of such a parcel shall not relieve the sender of his liability.

3 An administration which finds damage that is due to the fault of the sender shall inform the administration of origin, whose responsibility it is to take action against the sender where appropriate.

Article 43
Determination of liability between postal administrations

1 Until the contrary is proved, liability shall rest with the postal administration which, having received the parcel without comment and being furnished with all the prescribed means of inquiry, cannot prove either delivery to the addressee or, where appropriate, correct transfer to another administration.

2 Until the contrary is proved, and subject to paragraph 4, an intermediate administration or administration of destination shall be relieved of all liability:

- a when it has observed the rules for inspection of mails and parcels and the establishment of irregularities;
- b when it can prove that it was not informed of the inquiry until after the destruction of the official records relating to the parcel in question, the regulation period of retention having expired; this reservation shall not prejudice the rights of the claimant.

3 When the loss, theft or damage occurs in the service of an air carrier, the administration of the country which collects the conveyance dues in accordance with article 88, paragraph 1, of the Convention shall reimburse the administration of origin for the indemnity as well as the charges and fees paid to the sender, subject to article 1, paragraph 6, of the Convention and paragraph 7 of this article. It shall be for the former administration to recover these amounts from the air carrier in question. Where the administration of origin settles the conveyance dues direct with the air carrier in accordance with article 88, paragraph 2, of the Convention, it shall itself seek reimbursement of these amounts from the air carrier.

4 If the loss, theft or damage occurs in course of conveyance without it being possible to establish in which country's territory or service it happened, the administrations concerned shall bear the loss equally; however, in the case of an uninsured parcel, when the amount of indemnity does not exceed the amount fixed in article 40, paragraph 3, b, for a parcel up to 5 kg, this sum shall be borne equally by the administration of origin and the administration of destination, intermediate administrations being excluded. If the theft or damage has been established in the country of destination or, in the case of return to sender, in the country of his residence, it shall rest with the administration of that country to prove:

- a that neither the wrapping nor the fastening of the parcel bore any apparent trace of theft or damage;
- b that, in the case of an insured parcel, the weight established at the time of posting has not varied;
- c that, in the case of parcels forwarded in closed receptacles, both the receptacles and their fastening were intact.

When such proof has been furnished by the administration of destination or of the sender's country of residence, as the case may be, none of the other administrations concerned may repudiate its share of liability on grounds that it handed over the parcel without the next administration having made any objection.

5 In the case of items sent in bulk, in application of article 54, paragraphs 2 and 3, none of the administrations concerned may repudiate its share of liability by showing that the number of parcels found in the mail differs from that advised on the parcel bill.

6 In the case of bulk transmission, the administrations concerned may agree among themselves that liability be shared in the event of loss of, theft from or damage to certain categories of parcels, determined by mutual agreement.

7 As regards insured parcels, the liability of an administration towards other administrations shall in no case exceed the maximum insured value that it has adopted.

8 When a parcel has been lost, rifled or damaged as the result of force majeure, the administration in whose territorial jurisdiction or services the loss, theft or damage occurred shall not be liable towards the administration of origin unless the two administrations undertake to cover risks of force majeure.

9 If the loss, theft or damage of an insured parcel occurs in the territory or service of an intermediate administration which does not accept insured parcels or which has adopted a maximum insured value lower than the amount of the loss, the administration of origin shall bear the loss not covered by the intermediate administration under paragraph 7 of this article and article 1, paragraph 6, of the Convention.

10 The rule laid down in paragraph 9 shall also apply in case of sea or air conveyance if the loss, theft or damage occurs in the service of an administration belonging to a contracting country which does not accept the liability laid down for insured parcels (article 41, paragraph 2, iv).

11 Customs duty and other fees of which it has not been possible to secure cancellation shall be borne by the administrations liable for the loss, theft or damage.

12 An administration which has paid the indemnity shall take over the rights, up to the amount of the indemnity, of the person who has received it in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

Article 44

Payment of indemnity

1 Subject to the right of recourse against the administration which is liable, the obligation to pay the indemnity and to refund the charges and fees shall rest either with the administration of origin or, in the case mentioned in article 40, paragraph 8, with the administration of destination.

2 This payment shall be made as soon as possible and, at the latest, within a period of **four** months from the day following the day of inquiry.

3 When the administration responsible for the payment does not undertake to cover risks of force majeure and when, at the end of the period prescribed in paragraph 2, the question of whether the loss, theft or damage is due to such causes has not been decided, it may exceptionally postpone settlement of the indemnity for another **three** months.

4 The administration of origin or destination, as the case may be, shall be authorized to indemnify the rightful claimant on behalf of the administration which, having participated in the conveyance and having been duly informed, has allowed **three** months to pass:

- a without finally settling the matter; or
- b without informing the administration of origin or destination, as the case may be, that the loss, theft or damage appeared to be due to a case of force majeure, or that the parcel had been detained, confiscated or destroyed by the competent authority because of the nature of its contents or seized under the legislation of the country of destination.

5 With reference to paragraph 4, a, the return of a C 9 form which has not been completed in accordance with the provisions of article 151, paragraphs 9 and 12, of the Detailed Regulations of the Convention shall not be regarded as final settlement.

6 Postal administrations which state in the Final Protocol to the Postal Parcels Agreement that they are not bound to comply with article 44, paragraph 4, of the Agreement as regards final settlement of inquiries within three months shall notify a period within which they will finally settle the matter.

Article 45

Reimbursing the administration which paid the indemnity

1 The administration which is liable or on behalf of which payment is made in accordance with article 43 shall reimburse the administration which made the payment under article 44, and which is called the "paying administration", the amount of indemnity paid to the rightful claimant subject to article 40, paragraphs 3 and 6; this payment shall be made within four months of the date of dispatch of the notice of payment.

2 If the indemnity is to be borne by several administrations in accordance with article 43, the whole of the indemnity shall be paid to the paying administration, within the period mentioned in paragraph 1, by the first administration which, having duly received the parcel claimed for, is unable to prove its correct transfer to the next service. It shall rest with this administration to recover from the other administrations which are liable each one's share of the indemnity, paid to the rightful claimant.

3 The creditor administration shall be reimbursed in accordance with the rules for payment laid down in article 13 of the Convention.

4 The administrations of origin and destination may agree that the whole of the loss sustained in respect of ordinary parcels shall be borne by the administration which has to make the payment to the rightful claimant.

5 When liability has been admitted, as well as in the case provided for in article 44, paragraph 4, the amount of the indemnity may also be automatically recovered from the administration which is liable through a liquidation account, either direct or through the intermediary of the first transit administration, which claims credit in its turn from the next administration, the operation being repeated until the sum paid has been debited to the administration which is liable; where appropriate, the statutory provisions on the drawing up of accounts shall be observed.

6 Immediately after paying the indemnity, the paying administration shall communicate to the administration which is liable the date and the amount of payment made. It may only claim reimbursement of this indemnity within a period of one year either from the date of dispatch of the notice of payment or, where appropriate, from the date of expiry of the period prescribed in article 44, paragraph 4.

7 The administration whose liability is duly established and which has at first declined to pay the indemnity shall assume all additional costs resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 46

Possible recovery of the indemnity from the sender or from the addressee

1 If, after payment of the indemnity, a parcel or part of a parcel previously considered lost, is found, the sender or the addressee, as the case may be, shall be advised that he may take delivery of it within a period of three months on repayment of the amount of the indemnity received. If the

sender or the addressee, as the case may be, does not claim the parcel within this period, the same approach shall be made to the other party.

2 If the sender or the addressee takes delivery of the parcel or of part of the parcel recovered against repayment of the amount of the indemnity, that sum shall be refunded to the administration or, where appropriate, administrations which bore the loss, within one year of the date of the repayment.

3 If the sender and the addressee refuse to take delivery of the parcel, it shall become the property of the administration or, where appropriate, administrations which bore the loss.

4 When proof of delivery is supplied after the period of **three** months laid down in article 44, paragraph 4, the indemnity paid shall continue to be borne by the intermediate administration or administration of destination if the sum paid cannot, for any reason, be recovered from the sender.

5 In the case of subsequent discovery of an insured parcel the contents of which are found to be of less value than the amount of indemnity paid, the sender or, where article 40, paragraph 8, is applied, the addressee shall repay the amount of this indemnity against return of the insured parcel, without prejudice to the consequences of fraudulent insurance as mentioned in article 24, paragraph 2.

Part IV

Rates due to administrations. Allocation of rates

Chapter I

Rates

Article 47

Outward and inward land rate

1 Parcels exchanged between two administrations shall be subject to the **following guideline outward and inward land rates** for each country and each parcel:

Weight steps	Outward and inward land rate
1	Guideline rates 2
	SDR
Up to 1 kg	2.61
Above 1 up to 3 kg	3.27
Above 3 up to 5 kg	3.92
Above 5 up to 10 kg	4.90
Above 10 up to 15 kg	5.88
Above 15 up to 20 kg	6.53
Above 20 kg, for each step or fraction of 5 kg	6.68

In case of allocation of rates in accordance with article 54, paragraph 3, the following guideline rates are recommended:

- **inward and outward land rate per parcel: 4 SDR;**
 - **inward and outward land rate per kilogramme of gross weight of the mails: 0.40 SDR.**
- Bearing in mind the above guideline rates, administrations shall fix their outward and inward**

land rates to bring these into relation with the costs of their service. However, their inward land rates may not be more than 30 percent higher than their outward rates.

2 Outward and inward land rates shall be published by the International Bureau in the Compendium of Information (Postal Parcels).

3 The rates mentioned in paragraph 1 shall be payable by the administration of the country of origin, unless this Agreement provides for exceptions to this principle.

4 The outward and inward land rates shall be uniform for the whole of the territory of each country.

5 Modifications of the inward land rates according to paragraph 1 may only come into force on 1 January. To be applicable, such modifications must be communicated at least four months prior to that date to the International Bureau, which shall notify them to the administrations concerned at least three months before the date of their coming into force. If these periods have not been observed, such modifications shall not come into force until 1 January of the following year.

Article 48

Transit land rate

1 Parcels exchanged between two administrations or between two offices of the same country by means of the land services of one or more other administrations shall be subject to the following transit land rates, payable to the countries whose services take part in the routing on land:

Distance steps	Transit land rates						
	up to 1 kg	above 1 up to 3 kg	above 3 up to 5 kg	above 5 up to 10 kg	above 10 up to 15 kg	above 15 up to 20 kg	above 20 kg, for each step or fraction of 5 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
	SDR	SDR	SDR	SDR	SDR	SDR	SDR
Up to 600 km	0.20	0.52	0.95	1.67	2.71	3.76	0.98
Above 600 up to 1000 km	0.29	0.75	1.34	2.38	3.89	5.39	1.37
Above 1000 up to 2000 km	0.29	1.01	1.60	3.20	5.19	7.22	1.83
Above 2000 for each additional 1000 km	0.10	0.23	0.46	0.78	1.27	1.76	0.28

In case of allocation of rates in accordance with article 54, paragraph 3, the following guideline rates are recommended:

Distance steps	Transit land rate	
	per parcel	per kg of gross weight of mails
	SDR	SDR
Up to 600 km	1.47	0.28
Above 600 km up to 1600 km	2.09	0.29
Above 1000 up to 2000 km	2.81	0.39
Above 2000 for each additional 1000 km	0.65	0.10

2 Each of the countries mentioned in paragraph 1 shall be authorized to collect for each parcel the transit land rates applicable to the distance step corresponding to the weighted average distance over which it conveys parcels in transit. This distance shall be calculated by the International Bureau.

3 Reforwarding, where applicable after warehousing, by the services of an intermediate country of mails and à découvert parcels entering and leaving by the same port (transit not involving a land route) shall be subject to the provisions of paragraphs 1 and 2.

4 As regards air parcels, the land rate for intermediate countries shall be applicable only where the parcel is conveyed by an intermediate land service.

5 However, as regards air parcels in transit à découvert, intermediate administrations shall be authorized to claim a single rate of 0.33 SDR per item.

6 When a country agrees to its territory being crossed by a foreign transport service without participation of its services according to article 3 of the Convention, parcels thus conveyed shall not give rise to allocation of the transit land rate to the postal administration concerned.

7 The rates mentioned in paragraph 1 shall be payable by the administration of the country of origin unless this Agreement provides for exceptions to this principle.

Article 49

Sea rate

1 Each of the countries whose services participate in the sea conveyance of parcels shall be authorized to claim the sea rates mentioned in the table shown in paragraph 2. These rates shall be payable by the administration of the country of origin, unless this Agreement provides for exceptions to this principle.

2 For each sea conveyance used, the sea rate shall be calculated according to the following table:

Distance steps		Weight steps						
a expressed in nautical miles	b expressed in km after conversion on the basis of 1 n.m. = 1.852 km	up to 1 kg	above 1 up to 3 kg	above 3 up to 5 kg	above 5 up to 10 kg	above 10 up to 15 kg	above 15 up to 20 kg	above 20 kg, for each step or fraction of 5 kg
1	2	3	4	5	6	7	8	9
		SDR	SDR	SDR	SDR	SDR	SDR	SDR
Up to 500 n.m.	Up to 926 km	0.16	0.39	0.69	1.21	1.96	2.71	0.59
Above 500 up to 1000	Above 926 up to 1852	0.20	0.46	0.82	1.44	2.35	3.27	0.78
Above 1000 up to 2000	Above 1852 up to 3704	0.20	0.52	0.95	1.67	2.71	3.72	0.91
Above 2000 up to 3000	Above 3704 up to 5556	0.23	0.59	1.05	1.86	3.01	4.15	1.05
Above 3000 up to 4000	Above 5556 up to 7408	0.26	0.62	1.11	1.99	3.23	4.48	1.14
Above 4000 up to 5000	Above 7408 up to 9260	0.26	0.65	1.18	2.12	3.43	4.77	1.24
Above 5000 up to 6000	Above 9260 up to 11 112	0.29	0.69	1.24	2.22	3.63	5.00	1.31
Above 6000 up to 7000	Above 11 112 up to 12 964	0.29	0.72	1.31	2.32	3.76	5.23	1.37
Above 7000 up to 8000	Above 12 964 up to 14 816	0.29	0.75	1.34	2.42	3.92	5.42	1.44
Above 8000 per additional 1000	Above 14 816 per additional 1852	0.03	0.03	0.03	0.07	0.13	0.16	0.03

In case of allocation of rates in accordance with article 54, paragraph 3, the following guideline rates are recommended:

Distance steps		Sea rate	
a expressed in nautical miles	b expressed in km after conversion on the basis of 1 n.m. = 1.852 km	per parcel	per kg of gross weight of mails
		SDR	SDR
Up to 500 n.m.	Up to 926 km	1.05	0.16
Above 500 up to 1000	Above 926 up to 1852	1.27	0.20
Above 1000 up to 2000	Above 1852 up to 3704	1.44	0.20
Above 2000 up to 3000	Above 3704 up to 5556	1.63	0.23
Above 3000 up to 4000	Above 5556 up to 7408	1.73	0.26
Above 4000 up to 5000	Above 7408 up to 9260	1.86	0.26
Above 5000 up to 6000	Above 9260 up to 11 112	1.96	0.29
Above 6000 up to 7000	Above 11 112 up to 12 964	2.03	0.29
Above 7000 up to 8000	Above 12 964 up to 14 816	2.09	0.29
Above 8000 per additional 1000	Above 14 816 per additional 1852	0.07	0.03

3 If necessary, the distance steps used to determine the amount of the sea rate applicable between two countries shall be calculated on the basis of a weighted average distance, determined in terms of the tonnage of the mails carried between the respective ports of the two countries.

4 Sea conveyance between two ports of the same country may not give rise to the collection of the rate referred to in paragraph 2 when the administration of that country already receives, for the same parcels, payment in respect of land conveyance.

5 As regards air parcels, the sea rate for intermediate administrations or services shall be applicable only where the parcel is conveyed by an intermediate sea service; for this purpose every sea service provided by the country of origin or destination shall be regarded as an intermediate service.

Article 50

Reduction or increase of the sea rate

1 Administrations may increase by 50 percent at most the sea rate laid down in article 49, paragraph 2. On the other hand, they may reduce it as they wish.

2 This option shall be subject to the conditions laid down in article 47, paragraph 5.

3 In the case of an increase, this shall also be applied to parcels originating in the country to which the services providing sea conveyance belong; nevertheless, this obligation shall not apply either in the relations between a country and the territories for whose international relations it is responsible, or in the relations between these territories.

Article 51

Application of new rates following unforeseeable changes in routing

When, for reasons of force majeure or any other unforeseeable occurrence, an administration is obliged to use for the conveyance of its own parcels a new dispatch route which causes additional sea or land conveyance costs, it shall be required to inform immediately by telegram **or any other appropriate means of telecommunication** all the administrations whose parcel mails or à découvert parcels are sent in transit by way of its country. From the fifth day following the day on which this information is sent, the intermediate administration shall be authorized to charge the administration of origin the land and sea rates which correspond to the new route.

Article 52

Basic rates and calculation of air conveyance dues

1 The basic rate applicable to the settlement of accounts between administrations in respect of air conveyance shall be fixed at a maximum of 0.568 thousandth of an SDR per kilogramme of gross weight and per kilometre; this rate shall be applied proportionately to fractions of a kilogramme.

2 Air conveyance dues relating to air parcel mails shall be calculated according to, on the one hand, the actual basic rate specified in paragraph 1 and the kilometric distances given in the "List of Airmail Distances" referred to in article 225, paragraph 1, b, of the Detailed Regulations of the Convention and, on the other, the gross weight of the mails.

3 The air conveyance dues payable to the intermediate administration for à découvert air parcels shall be fixed in principle as indicated in paragraph 1, but per half-kilogramme for each country of destination. Nevertheless, when the territory of the country of destination of these parcels is served by one or more lines with several stops in that territory, dues shall be calculated on the basis of a weighted average rate taking into account the weight of the parcels offloaded at each stop. The dues to be paid shall be calculated for each individual parcel, the weight of each being rounded upwards to the next half-kilogramme.

4 Each administration of destination which provides air conveyance of air parcels within its country shall be entitled to reimbursement of the **additional costs incurred for such conveyance provided that the weighted average distance of the sectors flown exceeds 300 km**. These dues shall be uniform for all mails from abroad, whether or not the air parcels are reforwarded by air.

5 The dues referred to in paragraph 4 shall be fixed in the form of a single price calculated for all air parcels addressed to the country, on the basis of the rate actually paid for air conveyance of parcels within the country of destination **less the corresponding surface conveyance costs**, but not exceeding the maximum rate provided for in paragraph 1, and according to the weighted average of the sector distances covered by air parcels of the international service on the internal air network. The weighted average distance shall be **calculated by the International Bureau** in terms of the gross weight of all the air parcel mails arriving at the country of destination, including the air parcels which are not reforwarded by air within that country.

6 Entitlement to reimbursement of the dues referred to in paragraph 4 shall be subject to the conditions laid down in article 47, paragraph 5.

7 Transshipment at the same airport, in the course of transmission, of air parcels conveyed successively by several separate air services shall be performed without remuneration.

8 No transit land rate shall be payable for:

- a the transfer of airmails between two airports serving the same town;
- b the transport of such mails between an airport serving a town and a warehouse situated in the same town and the return of the same mails for reforwarding.

Article 53

Air conveyance dues for lost or destroyed air parcels

In case of loss or destruction of air parcels as a result of an accident occurring to the aircraft or through any other cause involving the liability of the air carrier, the administration of origin shall be exempt from any payment in respect of the air conveyance of the air parcels lost or destroyed, for any part of the flight of the line used.

Chapter II

Allocation of rates

Article 54

General principles

- 1 Allocation of rates to the administrations concerned shall be made, in principle, in respect of each parcel.
- 2 However, in the case of transmission by closed mails, the administration of origin may agree with the administration of destination to allocate rates in bulk for each weight step.
- 3 Also in the case of transmission by closed mails, the administration of origin may agree with the administration of destination and, as appropriate, with the intermediate administrations to credit them with sums calculated per parcel or per kilogramme of gross weight of the mails on the basis of the land and sea rates.

Article 55

Service parcels. Parcels of prisoners of war and civilian internees

Rates shall not be allocated for service parcels and for prisoner-of-war and civilian internee parcels, apart from the air conveyance dues applicable to air parcels.

Part V

Miscellaneous provisions

Article 56

Application of the Convention

The Convention shall be applicable, where appropriate, by analogy, in all cases not expressly governed by this Agreement.

Article 57

Conditions for approval of proposals concerning this Agreement and its Detailed Regulations

- 1 To become effective, proposals submitted to Congress relating to this Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the member countries present and voting which are parties to the Agreement. At least half of these member countries represented at Congress must be present at the time of voting.
- 2 **To become effective, proposals relating to the Detailed Regulations of this Agreement which have been referred by Congress to the Executive Council for a decision or which have been introduced between Congresses must be approved by a majority of the members of the Executive Council which are parties to this Agreement.**
- 3 To become effective, proposals introduced between Congresses relating to this **Agreement must** obtain:
 - a unanimity of votes if they involve either the addition of new provisions or amendments of substance to the articles of this Agreement **and** of its Final **Protocol**;

- b a majority of the votes if they involve:
 - i interpretation of the provisions of this Agreement **and** its Final Protocol;
 - ii drafting amendments to be made to the Acts specified in subparagraph i.

Article 58

Parcels addressed to or originating in countries not participating in the Agreement

1 The administrations of countries participating in this Agreement which maintain an exchange of parcels with the administrations of non-participating countries shall, in the absence of any objection on the part of the latter, allow the administrations of all the participating countries to avail themselves of these services.

2 For transit by the land, sea and air services of the countries participating in the Agreement, parcels addressed to or originating in a non-participating country shall be treated in the same way as parcels exchanged between participating countries in so far as the amount of the land and sea rates and of the air conveyance dues is concerned. The same shall apply, with respect to liability, whenever it is established that loss, theft or damage occurred in the service of one of the participating countries and when the indemnity has to be paid in a participating country either to the sender or, where article 40, paragraph 8, is applied, to the addressee.

Part VI

Final provisions

Article 59

Entry into force and duration of the Agreement

This Agreement shall come into force on **1 January 1991** and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof, the plenipotentiaries of the Governments of the contracting countries have signed this Agreement in a single original which shall be deposited **with the Director-General of the International Bureau**. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at **Washington, 14 December 1989**.

This Agreement was signed on behalf of the States and territorial entities listed below by one or several of the plenipotentiaries who signed the Fourth Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union:

[For the signatures affixed by those plenipotentiaries under the Fourth Additional Protocol, see p. 26 of this volume.]

Republic of Afghanistan
People's Democratic Republic of Algeria
Federal Republic of Germany
United States of America
People's Republic of Angola
Kingdom of Saudi Arabia
Argentine Republic
Australia
Republic of Austria
Commonwealth of the Bahamas
State of Bahrain
Barbados
Belgium
People's Republic of Benin
Kingdom of Bhutan
Byelorussian Soviet Socialist Republic
Republic of Bolivia
Republic of Botswana
Federative Republic of Brazil
Brunei Darussalam
People's Republic of Bulgaria
Burkina Faso
Republic of Burundi
Republic of Cameroon
Canada
Republic of Cape Verde
Central African Republic
Chile
People's Republic of China
Republic of Cyprus
Republic of Colombia
Islamic Federal Republic of the Comoros
People's Republic of the Congo
Republic of Korea
Republic of Costa Rica
Republic of Côte d'Ivoire
Republic of Cuba

Kingdom of Denmark
Republic of Djibouti
Dominican Republic
Arab Republic of Egypt
Republic of El Salvador
United Arab Emirates
Republic of Ecuador
Spain
People's Democratic Republic of Ethiopia
Republic of Finland
French Republic
Gabonese Republic
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man
Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is responsible
Greece
Republic of Guatemala
Republic of Guinea
Guyana
Republic of Haiti
Republic of Honduras
Republic of Hungary
India
Republic of Indonesia
Islamic Republic of Iran
Republic of Iraq
Ireland
Republic of Iceland
Israel
Italy
Japan
Hashemite Kingdom of Jordan
Republic of Kenya
Republic of Kiribati
Kuwait
Lao People's Democratic Republic
Kingdom of Lesotho
Lebanese Republic
Republic of Liberia
Principality of Liechtenstein
Luxembourg
Democratic Republic of Madagascar

Malaysia
Malawi
Republic of Mali
Malta
Kingdom of Morocco
Mauritius
Islamic Republic of Mauritania
United Mexican States
Principality of Monaco
People's Republic of Mongolia
Union of Myanmar
Nepal
Republic of the Niger
Federal Republic of Nigeria
Norway
New Zealand
Sultanate of Oman
Republic of Uganda
Islamic Republic of Pakistan
Republic of Panama
Papua New Guinea
Republic of Paraguay
Netherlands
Netherlands Antilles and Aruba
Republic of Peru
People's Republic of Poland
Portugal
State of Qatar
German Democratic Republic
Socialist Republic of Romania
Rwandese Republic
Saint Lucia
Republic of San Marino
Solomon Islands
Western Samoa
Republic of Senegal
Republic of Sierra Leone
Republic of Singapore
Democratic Republic of Somalia
Republic of the Sudan
Democratic Socialist Republic of Sri Lanka
Sweden

Swiss Confederation
Republic of Suriname
Kingdom of Swaziland
Syrian Arab Republic
United Republic of Tanzania
Republic of Chad
Czechoslovak Socialist Republic
Thailand
Togolese Republic
Kingdom of Tonga
Republic of Tunisia
Republic of Turkey
Union of Soviet Socialist Republics
Eastern Republic of Uruguay
Republic of Vanuatu
Vatican City State
Republic of Venezuela
Socialist Republic of Viet Nam
Yemen Arab Republic
People's Democratic Republic of Yemen
Socialist Federal Republic of Yugoslavia
Republic of Zambia
Republic of Zimbabwe

Final Protocol to the Postal Parcels Agreement

At the moment of proceeding to signature of the Postal Parcels Agreement concluded this day, the undersigned plenipotentiaries have agreed the following:

Article I

Exceptional inward land rates

1 Notwithstanding article 47, the administrations listed below reserve the right to fix their inward land rates **over 30 percent** higher than their outward land rates:

Algeria, Angola, Bahrain, Benin, Brazil, Brunei Darussalam, Bulgaria (People's Rep), Congo (People's Rep), Czechoslovakia, El Salvador, Ethiopia, German Dem Rep, Gabon, Gambia, Ghana, Greece, Iraq, Israel, Jordan, Kenya, Lebanon, Malaysia, Mongolian People's Rep, Nepal, Pakistan, Papua New Guinea, Sierra Leone, Singapore, Somalia, Sri Lanka, Syrian Arab Rep, Uganda, Venezuela, Viet Nam, Yemen Arab Rep, Yemen (People's Dem Rep), Zambia, Zimbabwe.

2 Notwithstanding article 47, the postal administration of the Arab Republic of Egypt reserves the right to collect an exceptional inward land rate of 6.53 SDR per parcel, in addition to the rates mentioned in that article.

Article II

Exceptional transit land rates

For the time being, the administrations listed in the table below shall be authorized to collect the exceptional transit land rates indicated therein, in addition to the transit rates mentioned in article 48, paragraph 1:

No	Authorized administrations	Amount of the exceptional transit land rate for parcels of the following weight steps.					
		up to 1 kg	over 1 and up to 3 kg	over 3 and up to 5 kg	over 5 and up to 10 kg	over 10 and up to 15 kg	over 15 and up to 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		SDR	SDR	SDR	SDR	SDR	SDR
1	Afghanistan	1.54	1.98	2.45	2.94	4.57	5.88
2	United States of America	0.65	0.98	1.31	1.96	2.61	3.27
3	Argentina	0.65	1.31	1.63	2.61	3.92	4.90
4	Australia	0.70	0.70	0.95	1.45	2.10	2.75
5	Bahamas	0.65	0.74	0.82	0.98		
6	Bahrain	0.83	0.88	0.98	1.31	1.50	1.98
7	Bangladesh	0.98	1.31	1.47	1.63		
8	Barbados	0.82	0.90	0.88	0.78		
9	Belgium	0.16	0.33	0.49	0.82	1.14	1.47
10	Belize	3.01	3.59	3.87	4.95	6.14	7.12
11	Benin	0.20	0.33	0.49	0.98	1.47	1.96
12	Bolivia	0.33	0.39	0.46	0.65	0.98	1.31
13	Botswana	1.31	1.63	1.96	2.45	2.94	3.27
14	Brazil	1.31	1.96	2.61	3.27	6.53	7.84
15	Brunei Darussalam	0.29	0.49	0.68	1.57		
16	Bulgaria (People's Rep)	0.33	0.65	0.98	1.31	1.96	2.61
17	Central African Rep	0.20	0.49	0.65	1.31	1.98	2.61
18	Chile	1.31	1.31	1.96	2.61	3.92	5.23
19	China (People's Rep)	1.31	2.35	3.01	3.43	3.92	4.90
20	Cyprus	1.31	1.63	2.12	2.45	3.27	4.25
21	Congo (People's Rep)	0.82	0.98	1.31	1.98	3.27	3.92
22	Côte d'Ivoire (Rep)	0.20	0.33	0.49	0.98	1.63	2.29
23	Dominica	1.80	1.96	2.07	2.56	3.74	4.51
24	Egypt	0.98	0.98	0.98	1.98	1.98	1.98
25	El Salvador	0.65	0.65	0.65	0.65	0.65	0.65
26	United Arab Emirates	1.11	1.24	1.31	1.11	0.72	0.65
27	Ecuador	0.98	0.98	1.31	1.98	2.61	3.27
28	France	0.33	0.65	0.98	1.31	1.96	2.61
29	Gambia	0.56	0.59	0.57	0.52		
30	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Overseas Dependent Territories of the United Kingdom	4.41	5.23	5.55	7.02	8.66	9.96
31	Grenada	1.80	1.96	2.07	2.56	3.74	4.51
32	Guyana	0.33	0.36	0.39	0.46		
33	India	1.55	1.55	1.55	2.98	2.98	2.98
34	Iran (Islamic Rep)	0.33	0.39	0.46	0.52	0.65	0.85
35	Iraq	0.33	0.39	0.49	0.65	1.31	1.63
36	Jamaica	0.65	0.82	0.98	1.31	1.96	2.61
37	Kenya	0.98	1.14	1.31	1.63		
38	Madagascar	0.65	0.98	1.31	1.96	2.61	3.27
39	Malaysia	0.33	0.36	0.39	0.65		
40	Malawi	0.33	0.36	0.39	0.46		
41	Malta	0.33	0.36	0.39	0.46		
42	Mauritius	0.56	0.59	0.57	0.52		
43	Myanmar	0.23	0.20	0.20	0.29		
44	Nepal	0.65	0.82	0.98	1.14	1.47	1.80
45	Nigeria	0.98	1.14	1.31	1.63		
46	Oman	1.14	1.21	1.31	1.47		
47	Uganda	0.98	1.14	1.31	1.63		
48	Pakistan	0.65	0.98	1.31	1.63		
49	Panama (Rep)	0.33	0.49	0.65	0.98	1.31	1.63
50	Papua New Guinea	0.15	0.25	0.31	0.54	0.65	0.78
51	Peru	0.33	0.39	0.46	0.65	0.98	1.31
52	Qatar	0.33	0.36	0.39	0.46		
53	Dem People's Rep of Korea	0.98	1.31	1.63	1.80	1.96	2.12
54	Romania	0.33	0.65	0.98	1.31	1.96	2.61
55	Saint Christopher and Nevis	4.41	5.23	5.55	7.02	8.66	9.96
56	Saint Lucia	1.80	1.96	2.07	2.56	3.74	4.51

No	Authorized administrations	Amount of the exceptional transit land rate for parcels of the following weight steps'					
		up to 1 kg	over 1 and up to 3 kg	over 3 and up to 5 kg	over 5 and up to 10 kg	over 10 and up to 15 kg	over 15 and up to 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		SDR	SDR	SDR	SDR	SDR	SDR
57	Saint Vincent and the Grenadines	3 01	3.59	3.87	4.95	6.14	7.12
58	Solomon Islands	3 01	3.59	3.87	4.95	6.14	7.12
59	Seychelles	1 80	1.96	2.07	2.56	3 74	4 51
60	Sierra Leone	0.46	0.65	0 82	0.91		
61	Singapore	0.33	0.36	0.39	0.65		
62	Sudan	1.31	1.96	2.61	3.27		
63	Sri Lanka	0.98	1.31	1.96	2.61	3.27	3 92
64	Syrian Arab Rep	0.65	0.98	1.31	1.63	1.96	2.29
65	Tanzania (United Rep)	0.98	1 14	1.31	1.63		
66	Thailand	1.14	1 31	1.80	2 12	2.61	3 43
67	Trinidad and Tobago	0 65	0.82	0.98	1.31		
68	Turkey	1 63	1 63	1 63	1.63	1.63	1.63
69	Tuvalu	1 80	1.98	2.07	2.56	3.74	4.51
70	Union of Soviet Socialist Republics						
	Via the European part of the USSR	0.59	1.40	2 55	4 51	7 38	10 13
	Via the Asian part of the USSR	1 67	3 99	7.32	12 90	21.27	29 17
	Via the European and Asian parts of the USSR	2 16	5 06	9.34	16.53	27.25	37.31
71	Venezuela	0 49	0.98	1.47	2 12	2.94	3.92
72	Yemen (People's Dem Rep)	1 31	1.31	1.96	2.61	3.92	5 23
73	Yugoslavia	0.29	0.39	0.65	0 72	1.18	1 03
74	Zaire	0.26	0.59	0.98	1.96	3.27	3.92
75	Zambia	1.37	1.83	2.74	3.66	5.06	7.06
76	Zimbabwe	1.31	1.63	1.66	2.45	2.94	3.27

Article III

Weighted average distance for conveyance of parcels in transit

Article 48, paragraph 2, last sentence, shall not apply to the following countries unless they so request: Bulgaria (People's Rep), Byelorussia, Cuba, Czechoslovakia, Mongolian People's Rep, Polish People's Rep, Romania, Ukraine and Union of Soviet Socialist Republics.

Article IV

Sea rates

Argentina, Australia, the Bahamas, Bahrain, Bangladesh, Barbados, Belgium, Belize, **Brazil**, **Brunei Darussalam**, Canada, Chile, the Comoros, Congo (People's Rep), Cyprus, Djibouti, Dominica, Finland, France, Gabon, Gambia, Germany, Fed Rep of, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Overseas Dependent Territories of the United Kingdom, Greece, Grenada, Guyana, India, Italy, Jamaica, Japan, Kenya, **Kiribati**, Madagascar, Malaysia, Malta, Mauritius, the Netherlands, Nigeria, Norway, Oman, Pakistan, Papua New Guinea, **Portugal**, **Qatar**, **Saint Christopher and Nevis**, Saint Lucia, Saint Vincent and the Grenadines, Seychelles, Sierra Leone, Singapore, the Solomon Islands, Spain, Sweden, Tanzania (United Rep), Thailand, Trinidad and Tobago, Tuvalu, Uganda, the United Arab Emirates, the United States of America, Vanuatu, Yemen (People's Dem Rep) and Zambia **reserve the right** to increase by 50 percent at the most the sea rates provided for in articles 49 and 50.

Article V

Determination of average rates

Notwithstanding article 54, paragraph 3, of the Agreement and article 150, paragraph 2, of the Detailed Regulations, the United States of America shall be authorized to establish average land and sea rates per kilogramme based on the weight distribution of parcels received from all administrations.

Article VI

Supplementary rates

1 Every parcel sent by surface or air addressed to Corsica, the French Overseas Departments, the French Overseas Territories and the **Communities of Mayotte and Saint Pierre and Miquelon** shall be subject to an inward land rate not exceeding the corresponding rate for France. When such a parcel transits metropolitan France it shall, in addition, give rise to the collection of the following supplementary rates and dues:

- a "surface" parcels
 - i the French transit land rate;
 - ii the French sea rate corresponding to the distance step between metropolitan France and each of the Departments, Territories and **Communities** in question;
- b air parcels
 - i the French transit land rate for parcels in transit à découvert;
 - ii the air conveyance dues corresponding to the airmail distance between metropolitan France and each of the Departments, Territories and **Communities** in question.

2 Every parcel conveyed by the Iraq-Syria trans-desert motor services shall give rise to the collection of a special supplementary rate fixed as follows:

Weight steps	Supplementary rates	Weight steps	Supplementary rates
1	2	1	2
kg	SDR	kg	SDR
Up to 1	0.16	over 5 and up to 10	1.63
over 1 and up to 3	0.49	over 10 and up to 15	2.45
over 3 and up to 5	0.82	over 15 and up to 20	3.27

3 The postal administrations of the Arab Republic of Egypt and the **Republic of the Sudan** shall be authorized to collect a supplementary rate of **0.65 SDR** over and above the transit land rates laid down in article 48, paragraph 1, of the Agreement for each parcel in transit via Lake Nasser between El Shallal (Egypt) and Wadi Halfa (Sudan).

4 Every parcel sent in transit between Denmark and the Farøe Islands shall give rise to the collection of the following supplementary rates:

- a surface parcels
 - i the Danish transit land rate;
 - ii the Danish sea rate corresponding to the distance step between Denmark and the Farøe Islands;
- b air parcels
 - the air conveyance dues corresponding to the airmail distance between Denmark and the Farøe Islands.

5 The postal administration of Chile shall be authorized to collect a supplementary rate of **2.61 SDR** per kilogramme at most for the conveyance of parcels to Easter Island.

6 Every parcel sent by surface or by air, in transit between continental Portugal and the autonomous regions of Madeira and the Azores, shall give rise to the collection of the following supplementary rates:

- a surface parcels**
 - i the Portuguese transit land rate;**
 - ii the Portuguese sea rate corresponding to the distance step between continental Portugal and each of the autonomous regions in question;**
- b air parcels**
 - i the Portuguese transit land rate;**
 - ii the air conveyance dues corresponding to the airmail distance between continental Portugal and each of the autonomous regions in question.**

7 Parcels addressed to the island provinces of Grand Canary and Tenerife and forwarded in transit via continental Spain shall give rise to the collection, in addition to the corresponding inward land rate, of the following supplementary rates:

- a surface parcels**
 - i the Spanish transit land rate;**
 - ii the Spanish sea rate corresponding to a distance of from 1000 to 2000 nautical miles;**
- b air parcels**
 - the air conveyance costs corresponding to the airmail distance between continental Spain and each of the island provinces in question.**

Article VII Special tariffs

1 The administrations of Belgium, France and Norway may collect higher land rates for air parcels than for surface parcels.

2 The administration of Lebanon shall be authorized to collect for parcels up to 1 kilogramme the charge applicable to parcels over 1 and up to 3 kg.

3 The administration of Panama (Rep) shall be authorized to collect 0.20 SDR per kilogramme for surface airlifted (S.A.L.) parcels in transit.

Article VIII Supplementary charges

Exceptionally, administrations shall be authorized to exceed the upper limits of the supplementary charges shown in articles 10 to 13 and 15 if this is necessary to bring these charges into line with the costs of operating their services. However, in the case of return to sender (article 30, paragraph 3, b) or redirection (article 32, paragraph 6, c), the amount of the charges passed on may not exceed the rates laid down in the agreement. Administrations wishing to apply this provision must notify the International Bureau of their intention as soon as possible.

Article IX Treatment of parcels wrongly accepted

Byelorussia, Bulgaria (People's Rep), Cuba, Dem People's Rep of Korea, Ukraine and the Union of Soviet Socialist Republics reserve the right to provide information about the seizure of a postal parcel or part of its contents only within the limits of the information provided by the customs authorities and in accordance with their internal legislation.

Article X

Withdrawal from the post. Alteration or correction of address

Notwithstanding article 38, **Costa Rica**, Ecuador, El Salvador, Panama (Rep) and Venezuela shall be authorized not to return postal parcels after the addressee has requested their clearance by Customs, since this is incompatible with those countries' customs legislation.

Article XI

Prohibitions

1. The postal administration of Canada shall be authorized not to accept insured parcels containing the valuable articles covered in article 20, b, since this is contrary to its internal regulations.

2. Exceptionally, the postal administration of Lebanon shall not accept parcels containing coins, currency notes or securities of any kind payable to bearer, travellers' cheques, platinum, gold or silver whether manufactured or not, precious stones or other valuable articles, or containing liquids or easily liquefiable elements or articles made of glass or similar or fragile articles. It shall not be bound by the provisions of article 40, including with respect to the cases set forth in articles 41 and 43.

Article XII

Exceptions to the principle of liability

Notwithstanding article 40, **Bolivia**, the Republic of Iraq, **the Republic of the Sudan**, the People's Democratic Republic of Yemen and the Republic of Zaire shall be authorized to pay no indemnity for damage to parcels coming from any country and addressed to **Bolivia**, Iraq, Sudan, Yemen (People's Dem Rep), or Zaire and containing liquids or substances which easily liquefy, glass articles or articles of a similar fragile or **perishable** nature.

Article XIII

Compensation

1 Notwithstanding article 40, **Angola**, the Bahamas, Barbados, Belize, Bolivia, Botswana, **Brunel Darussalam**, Canada, Dominica, **the Dominican Republic**, **El Salvador**, Fiji, Gambia, those of the Overseas Dependent Territories of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland whose internal regulations do not permit them to comply, Grenada, **Guatemala**, Guyana, **Kiribati**, Lesotho, Malawi, Malta, Mauritius, Nauru, Nigeria, Papua New Guinea, **Saint Christopher and Nevis**, Saint Lucia, Saint Vincent and the Grenadines, Seychelles, Sierra Leone, the Solomon Islands, Swaziland, Trinidad and Tobago, Uganda, the United States of America, Zambia and **Zimbabwe** shall have the right not to pay compensation for uninsured parcels lost, rifled or damaged in their service.

2 Notwithstanding article 40, paragraph 8, the United States of America shall be authorized to maintain the sender's right to indemnity for insured parcels after the addressee has taken delivery thereof, unless the sender waives this right in favour of the addressee.

3 The postal administration of Brazil shall be authorized not to apply article 40 with respect to liability in cases of damage, including the cases referred to in **articles 41 and 43**.

4 The United States of America, when acting as an intermediate administration, shall be authorized not to indemnify other administrations in the event of loss of, theft from or damage to transit insured parcels conveyed à découvert or forwarded in closed mails.

Article XIV

Payment of the indemnity

The postal **administrations** of **Angola, Guinea, Lebanon and Mauritania (Islamic Rep)** shall not be obliged to comply with article **44**, paragraph 4, of the Agreement as regards finally settling a claim within **three** months. Nor **do they** agree to the rightful claimant's being indemnified on its behalf by another administration upon expiry of the above-mentioned period.

Article XV

Non-liability of the postal administration

The postal administration of Nepal shall be authorized not to apply article **41**, paragraph 1, b.

Article XVI

Advice of delivery

The postal administration of Canada shall be authorized not to apply article **28**, given that it does not offer the advice of delivery service for parcels in its internal service.

In witness whereof, the plenipotentiaries below have drawn up this Protocol which shall have the same force and the same validity as if its provisions were inserted in the actual text of the Agreement to which it relates, and they have signed it in a single original which shall be deposited **with the Director-General of the International Bureau**. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at **Washington, 14 December 1989**.

SIGNATURES

[The same as for the Agreement; see p. 380 of this volume.]

DECLARATION MADE UPON
RATIFICATION*CHILE*

*[See p. 150 of this volume for the text
of the declaration.]*

DÉCLARATION FAITE LORS DE
LA RATIFICATION*CHILI*

*[Voir p. 150 du présent volume pour le
texte de la déclaration.]*
